

**namet**

**SCANDALE  
IMMOBILIER**

**la mairie divisée**

# api

**CHAQUE MERCREDI**

**INFORMATIONS**

**REGIONALES**

**N°110 DU 27 FEV AU 4 MARS 80**

**NANTES**



**déprime dans  
la police**



# JAMAIS VU, CARTE POUR RECEVOIR GRATUITEMENT LA PAGE 2

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Mettre le chèque à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'Ouest  
et l'envoyer à l'APL, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

mon mari!

## Les CLAJ ouvrent une permanence à Nantes.

Les clubs de loisirs et d'action de la jeunesse.

- un mouvement de jeunesse
- une fédération de maisons de vacances
- un groupe d'étude sur la Société Moderne et la Classe Ouvrière.

Actuellement voici nos projets :  
• Week-end de détente, voile, ballades en vélo à Pénestin, au bord de la mer, dans le Morbihan (tous les week-ends à partir du 1er avril, départs avec le mini-bus de l'association) - Les 1 et 2 mars : chantier barbecue et récupérateur de chaleur.

• stage pratique sur les énergies nouvelles à Pâques ; fabrication de capteurs solaires en vue de l'aménagement du Relais de la Mine d'Or au chauffage solaire et pompe à chaleur.

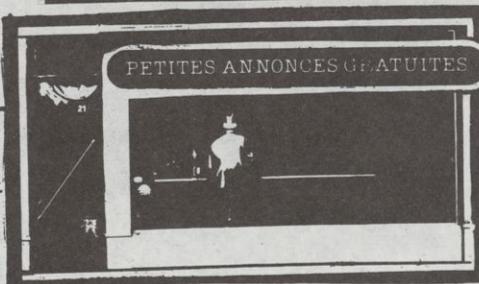
• soirées cinéma à Nantes avec deux films amateurs, l'un sur la "Vie en groupe, c'est possible", l'autre sur le "bastringue" des médias, radio et télé, suivis de discussions

Pour en savoir davantage ou simplement rencontrer les copains des C.L.A.J. permanence tous les mercredis soir de 18h à 20h.  
Rendez vous dès le mercredi 27/02, au local des CLAJ : 7 rue de Gigant à Nantes. Salle n° 23 au 1<sup>o</sup> étage. Maison des Associations.

de ses  
**CLAJ**

## Constitution d'un groupe de l'organisation communiste libertaire.

L'OCL se restructure tant au niveau national que régional, où le regroupement se fait autour d'un mensuel Acier Inox fabriqué et diffusé par les groupes de Bretagne, Pays de la Loire et Basse Normandie. A Nantes nos tâches s'axeront :  
- fabrication diffusion d'Acier Inox  
- établissement d'une liaison régionale  
- sur l'organisation pratique du groupe  
- parvenir rapidement à une cohérence politique seule capable d'assurer un fonctionnement collectif du groupe.  
Réunion : jeudi 28 février 20h30.  
Fraternité rue amiral Duchaffault Nantes.



### PETITE ANNONCE.

VITAL. Je cherche musiciens (saxo, élec et basse guitares, claviers, batterie, congos, trompette, flute traversière, piano...) pour former un groupe ou plutôt une bande de cinglés pour faire la fête 48H/24 ; groupe de sun music : cocktail raffiné de reggae, salsa, samba, ... le tout pimenté au rock, car je crois écrire des chansons (refrain en option).  
Histoire d'être heureux.  
Histoire de ramener le soleil des Iles et des Latino-américains en France.  
S'adresser à :  
THOMAS Eric  
14 Allée des Blés d'Or  
44 600 St Nazaire.

apl ça chauffe!



Le sommaire est en page

**2**

## SOMMAIRE

- FLICS : Vers des actions dures?...p.3.4
- IMMIGRES : Nantes antiraciste?.....p.4  
Fascistes nantais agités...p.5  
Etudiants immigrés.....p.6.7
- B.D. Dans quelle langue j'ai gueulé? .....p.8
- ECOLE : Semaine étudiants/lycéens..p.7  
Suicide d'une M.A.....p.9
- INTERNATIONAL : Le'coup de Gafsa' et ses effets .....p.10,11
- ANTIMILITARISME .....p.11
- VENDEE : .....p.12
- AVORTEMENT-CONTRACEPTION : Pour une information.....p.13
- LIVRE : Qui travaille pour qui? .....p.13
- MAIRIE : Le scandale de la NAMET...p.14.15
- NUCLEAIRE : Nantes/Plogoff.p.15
- CULTURE : Dün, musique de fusion....p.16.17  
Frankenstein, S.Atrous.....p.17  
LA RECHERCHE.....p.18  
Cinoche.....p.19

## TOUBIBS LE FRIC, C'EST LA SANTÉ

Les médecins de Loire Atlantique les plus à plaindre... ou les plus saluez.  
Alors que l'augmentation des tarifs des consultations n'était qu'une menace en France, le GSNF de L.A. a décidé de porter la consultation à 45F (au lieu de 40) ce qui fait pour l'usager un ticket modérateur à 16F au lieu de 11F soit une augmentation de 30% à la charge de l'assuré !!

S.M.G.

## ABONNEMENT

Je m'abonne pour :

- Un trimestre  12 numéros : 48 F Soutien : 50 F
- Un semestre  24 numéros : 90 F Soutien : 150 F
- Un an  48 numéros : 180 F Soutien : 250 F

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Mettre les chèques à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'Ouest et les adresser à l'APL, 26 bis boulevard R.-Schuman 44300 NANTES.

3 numéros gratuits  
Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal.

NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....

Je (nom) \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

souscrit pour - moins de 100 F   
- entre 100 F et 200 F   
- plus de 200 F

apl

### REUNION DE REDACTION

Le samedi matin, de 10h à 12h30.  
réunion de rédaction ouverte à tous.

### PERMANENCES

Tous les jours: 17-19 h  
Telephone: 76.26.33.

## APRES LE SUICIDE DU POLICIER NESTOUR

# FLICS: ACTIONS DURES ?

Les militants réunis en Assemblée Générale vendredi soir à la mairie de Chantenay n'avaient pas besoin de service d'ordre pour protéger leur réunion : puisque leur réunion, c'était.. l'Assemblée Générale des policiers en Tenue de Nantes. Plus d'une centaine d'entre eux ont voté, par acclamations, le principe "d'une action très dure si le patron ne tient pas ses promesses" ; tandis que des photocopies d'articles... de Libération concernant la police circulaient dans la salle soulevant une rumeur d'approbation...

Que se passe-t-il ? Pas la Révolution dans la police, avec remise des armes aux peuples, et pendaison des principaux commissaires : tout le monde s'en doute.. Mais un mouvement de colère suffisamment fort pour que Monsieur Adam, Secrétaire Général départemental du SNPT, le Syndicat National des Policiers en Tenue des Corps Urbains de France et d'Outre Mer, puisse déclarer : "On va vers un mai 68 des gardiens de la Paix". C'est le suicide du policier Nestour qui a tout déclenché, après 7 ans de montée du mécontentement, et plusieurs autres suicides de gardiens de la paix de la ville de Nantes. Mardi 19, Nestour, un policier breton de 32 ans, père de famille, et bien noté dans son service, se tire une balle dans la tête, avec le 7,65 réglementaire, après avoir écrit : "Nantes me dégoûte. Pardon à ma famille".

Pourquoi un jeune flic en vient-il à se tirer une balle dans la tête ? S'agit-il d'un suicide "social", comme l'ont été, tout récemment, et en série, plusieurs suicides : celui de la Maître-Auxiliaire du Mans, celui de Philippe Marchau, délégué CGT chez Peugeot, et celui de plusieurs jeunes postiers bretons ou occitans expatriés "loin du pays", en banlieue parisienne ? Peut-être. A l'appui de cette hypothèse : le seul problème du policier Nestour semblait être que, natif de Lorient, où il s'était fait construire une maison, il ne parvenait pas à obtenir une mutation, et la demandait sans relâche depuis 10 ans. Nestour avait dû faire des emprunts pour financer son "double logement", à Nantes et à Lorient. Le policier breton voulait "vivre et travailler au pays". Il y a sans doute d'autres explications à ce suicide. Mais les policiers du SNPT que l'on peut rencon-

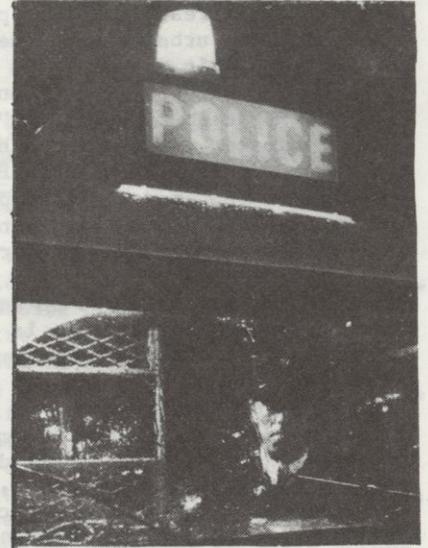
trer au café le Waldeck, près de l'Hotel (de police) du même nom ne s'attardent pas sur le cas personnel de leur camarade Nestour. Ils dénoncent, le "manque de social", les "brimades" (du Commissaire Principal Mourier), "l'absence de définition du rôle de la police dans la nation", le "détournement des tâches de prévention vers le maintien de l'ordre", le "blocage des mutations pour les jeunes qui voudraient retourner au pays". Et la misère morale et matérielle de la police au quotidien.

C'est le percolateur de Waldeck Rousseau qui leur est interdit : "dès le travail fini, il faut que l'on dégage. Il n'y a pas de foyer, pas d'accueil, on ne peut même pas rester boire un coca". Ce sont les machines à écrire : "on en manque. D'ailleurs si vous êtes passés chez nous, vous avez du voir ça : ils refilent aux gardiens de la paix les vieilles machines à écrire reformées...". Les restrictions

### RESTRICTIONS: UNE BALLE POUR DEUX



budgétaires sur l'essence, et le contrôle tatillon : "les chauffeurs d'estafette ou de 4L conduisent le nez sur la jauge, en permanence.. La nuit, souvent, on tombe en panne, on va chercher de l'essence avec un jerrycan, à pied.. D'ailleurs on a fini par inventer une combine : au lieu de patrouiller, on s'arrête sur un trottoir, on coupe le moteur,



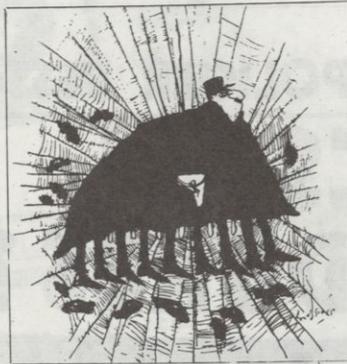
et on attend. On appelle ça le point-fixe-arrêt. Evidemment, question prévention, c'est pas très efficace". Malfrats de toutes les banlieues, réjouissez vous : entre 20H et 21H c'est à dire en fin de poste, les policiers n'ont plus d'essence... La ration quotidienne : 8 l/jour pour une 4 L, 10 l/jour pour une 404, et 20 l/jour pour un fourgon... qui consomme 25 litres aux 100 Kms..

"Il n'y a plus d'âme... les gens se connaissent plus... On rencontre un gardien dans la rue, en civil, il travaille dans le même commissariat, on ne le connaît pas.. C'est la conséquence de la nouvelle spécialisation qui crée une sorte de cloisonnement : service général, circulation, UMS (Unité Mobile de Sécurité), BSN (les hiboux). Et c'est la conséquence du travail en équipe alternée. Les policiers demandent enfin qu'on cesse de leur imposer le travail au rendement... pour la pose des contraventions : "on rentre, on se fait engueuler.. combien t'as fait de feux rouges ?" (= de contraventions pour feu rouge brûlé)... Et il existe des sanctions hiérarchiques (notes) pour celui dont le carnet de contraventions à souches, quotidien, n'est pas assez rempli... On veut que quand un type est mal garé parce qu'il est au comptoir du café du coin, pour 5 mn, le gardien de la paix puisse aller lui parler, garder l'initiative, de sanctionner, ou de comprendre".

Qu'avons-nous donc à f... des revendications du syndicat des flics ? Si le SNPT a 580 adhérents, sur 640 policiers urbains en tenue à Nantes, et si ses responsables peuvent dire : "la base pousse à l'action... il faut les retenir.. il y aura un Mai 68 des gardiens de la paix nantais", en quoi cela remet-il en question la fonction même, de répression de la police ?... Evidemment... Un homme, pourtant, s'est suicidé. D'autres se groupent, se révoltent contre "les brimades". Envisagent une action collective, syndicale. C'est un point. Il y a plus important : pourquoi le Ministère de l'Intérieur est-il

ainsi, avare en équipements sociaux et même en litres d'essence, pour les policiers urbains en tenue ? Parce qu'en fait ce corps, où il subsiste, depuis la guerre, une vague "tradition républicaine", et où, de plus en plus, s'embauchent des jeunes ruraux qui ont le BEPC, ou même le BAC, ne constitue plus, pour les tenants d'une certaine conception du pouvoir, une force sûre.

La tendance actuelle est au renforcement des attributions de la gendarmerie, qui est elle, richement dotée en formation, en moyens matériels, en effectifs. Et la gendarmerie, c'est l'armée : c'est du solide. Gendarmerie d'un côté, intervenant en campagne, et de plus en plus, en ville : police privée, gardiennage et milices de tout ordre enfin de l'autre, voilà l'avenir. Il n'y a plus de place pour le gardien de la paix, avec sa nostalgie du "contact avec la popula-



tion", son refus d'abandonner la prévention, et de se spécialiser en "maintien de l'ordre". Voilà l'explication de fond de la vague de déprime qui s'étend dans ce corps de police qui tombe en ruine...

Fier des 80% d'adhérents au syndicat, et de leur Assemblée Générale très militante, en Mairie de Chantenay, un copain policier m'a dit : "écris aussi que nous revendiquons une loi-cadre avec

débat public, et vote au Parlement, qui définisse enfin clairement le rôle du policier dans la nation. Et que nous proposons qu'au lieu d'embringer des paquets de déracinés, sans formation, dans la police, comme on l'a fait entre 1972 et 75, on étende et on ouvre la formation juridique, psychologique et sociologique des policiers. Nous avons aujourd'hui 9 mois de stage, au lieu de 4 et 6 auparavant. Il faudrait davantage, avec, surtout, l'intervention comme formateurs de gens qui ne soient pas eux-mêmes des policiers : des magistrats, des enseignants. Tu vois ce que je veux dire".

Je vois, enfin, j'essaie. Le rêve policier d'un corps de "flics au service du peuple"... C'est vague, et c'est loin... Mais faut-il le mouvement des gardiens aix "républicains" de Nantes, plent ne vouloir devenir ni res. ni mercenaires ? JPC. ■

## NANTES ANTIRACISTE ?

Nantes, place forte de la lutte contre le racisme ? On voudrait le croire mais chacun sent bien que la ville est l'enjeu d'un affrontement décisif entre l'extrême-droite et ce qu'il est convenu d'appeler les "Forces progressistes".

Les points positifs sont certes nombreux. Le succès du festival des trois continents, la popularité de l'action étudiante, la prochaine "fête des immigrés" organisée par la municipalité de St Herblain, le soutien de la municipalité nantaise au colloque universitaire du MRAP consacré aux "différences ethniques et culturelles". Et cette semaine la décision du parquet de Nantes de faire appel de la décision de non-lieu dans la procédure engagée contre Le Pen pour provocation à la discrimination raciale. Comme si une unanimité officielle réprouvait les idées racistes.

Ce serait oublier que le procureur représente cet Etat français à l'initiative des lois sur l'immigration. Ce serait oublier la décision du tribunal d'Angers d'accorder un non-lieu à des gendarmes racistes (voir encadré). Ce serait oublier le nouveau collage d'affiches racistes et les intimidations contre des membres nantais du MRAP.

On aurait pu espérer que le colloque du MRAP réduirait à néant l'idéologie nouvelle-droite qui imprègne les débats intellectuels du moment et populariserait la revendication du droit à toutes les différences. Malheureusement les débats se déroulèrent devant une salle vide et eurent souvent un caractère trop universitaire et désincarné.

Comment insuffler une vigueur aux thèmes anti-racistes susceptibles de toucher un autre public que l'intelligentsia convaincue ? Vaste question dont dépend sans doute une victoire décisive, à Nantes, sur le fascisme renaissant.

G.D

### INJURES

15 FEVRIER 1980.  
LA LOI CONTRE LE RACISME... ET SON APPLICATION  
UN TRISTE EXEMPLE A NANTES !!

#### "Injures racistes"

Le 19 février 1978 est un dimanche. A 22H30, un travailleur tunisien (que nous appellerons Mohamed, car nous ne voulons pas lui attirer d'autres ennuis) sort de sa chambre pour aller aux toilettes ; Mohamed habite le "Foyer Soleil" au Sillon de Bretagne. Deux gendarmes surgissent révolter au poing : "Mets les mains en l'air sinon on te descend" ! On lui colle le revolver dans les côtes : "Tu vas nous suivre à la voiture". Mohamed se demande s'il ne rêve pas. C'est un travailleur tranquille. Il habite le foyer depuis 1976. Il n'a jamais fait parler de lui. Son employeur en est très satisfait. Il n'a même jamais été au chômage, par chance. Cet homme calme demande des explications aux gendarmes. La réponse : de bons coups de poing et il accepte de suivre les gendarmes, en direction du hall de sortie. Là plusieurs témoins entendent les injures : "On en a marre de ta gueule ! sale bougnoule, sale race. Retourne dans ton pays !..." Enfin sur l'insistance des témoins



les gendarmes acceptent de le laisser retourner dans sa chambre.

Le GASPROM et le MRAP sont alertés et avec le foyer décide de soutenir Mohamed dans une plainte. Les trois associations paieront les frais.

La plainte est déposée dans les jours qui suivent. Plainte contre X pour violence, voies de fait et injures racistes. Trois témoins veulent bien répondre. Le 26 octobre 1978, la plainte pour violence et voies de fait est déclarée irrecevable puisqu'il s'agit de gendarmes. Par contre, celle pour injures à caractère raciste est retenue. Mohamed est convoqué chez le juge d'instruction à Angers une première fois le 15 juin 1979 et une deuxième fois le 22 janvier 1980. Cette fois il y a confrontation avec les gendarmes qui nient avoir dit des injures racistes.

CONCLUSION : Jugement rendu début février 1980 (deux ans après) NON-LIEU. Il y a 4 jours pour faire appel... Mohamed se demande si ça vaut le coup. Son patron n'a pas envie de lui donner encore des journées. Son entreprise l'a envoyé à Bordeaux. Sans parler du temps perdu et des ennuis. Cette affaire a coûté près de 1 000 Frs aux organisations. ■

GASPROM

# fascistes a nantes AGITATIONS



Après les affiches racistes de Le Pen, et la plainte en justice du MRAP qui s'en suivit. Après l'attaque, par un commando de colleurs du PFN, d'une voiture de l'APL, et l'interpellation de onze jeunes bourgeois nantais d'extrême-droite, porteurs de coups de poing américains. Après une parade du G.U.D. en Fac de Droit pendant les grèves. Après les bris de vitres à l'APL, le soir du Reggae de la Frébaudière, après un nouveau collage d'affiche Le Pen, toujours sur le même thème raciste antimigrés... "1,5 million de chomeurs, 1,5 million d'immigrés en trop"... Quand s'arrêtera la série noire des provocations de l'extrême-droite nantaise ?

Leur dernière intervention est toute récente : Dimanche dernier, colloque du MRAP à la bourse du travail CGT. Dix sept heures : on apprend que deux individus viennent de se rendre au domicile personnel d'un des animateurs du MRAP, président du colloque. Ils ont laissé diverses inscriptions, et menacé, d'après une voisine, de poser une bombe. Enfin, plusieurs personnes connues pour leur activité de gauche ou d'extrême-gauche, et spécialement antiraciste, reçoivent régulièrement des coups de téléphone anonymes, des menaces.

Ca suffit.

Une première mobilisation antifasciste, de défense et de riposte a été organisée mardi 19, dans la soirée.



Des renseignements dignes de foi étaient parvenus à l'APL : "L'extrême-droite prépare une descente contre les locaux du journal, et contre le PC".

Très rapidement le PC était prévenu, ainsi que le PS. Et parallèlement, la mobilisation s'organisait. En quelques heures, près de 150 personnes étaient sur pied de guerre. Rassemblées en silence à l'APL, autour de l'APL, et en ville autour de divers endroits où les fascistes nantais étaient susceptibles, soit de se rassembler, soit de venir faire de la casse...

Vraisemblablement, l'information est arrivée aux Renseignements Généraux, et aux fascistes eux-mêmes les premiers paraissent avoir organisé une discrète surveillance. Les seconds, rendus prudents - à juste titre, car l'accueil n'aurait pas été amical- sont restés chez eux.

Le problème reste néanmoins posé. Que faire ? Mardi soir, dans la nuit, nombreux étaient ceux qui disaient : "On les connaît. Allons les déloger dans leur tanière". L'assemblée générale décidait, pour le moment, de s'en tenir à un dispositif de surveillance, et de défense contre-attaque.

La descente des crétins en cagoule, dimanche dernier, chez le copain du MRAP, exige de reprendre le problème à zéro. Et de trouver une solution rapide. APL ■

## SAINT-NAZAIRE et le mouvement ouvrier de 1848 à 1920

L'association de Recherches et d'Etudes du Mouvement Ouvrier de la Région de St Nazaire (AREMORS), annonce la sortie, pour la mi-avril 1980, d'un livre d'histoire sur le mouvement ouvrier à St Nazaire de 1848 à 1920. Cet ouvrage est l'oeuvre collective de 10 personnes. Ce livre de 250 pages, s'avèrera indispensable aux travailleurs, aux militants, aux enseignants, pour connaître l'histoire de la région nazairienne. Dans le régime actuel, l'impression d'un livre demande une mise de fond préalable très importante. En conséquence, l'apport d'argent constitué par la souscription est nécessaire. En souscrivant dès maintenant, vous paierez le livre 30 F. Pour tous contacts: AREMORS I, rue Jacques Prévert 44600 St Nazaire. Le livre sera expédié ou remis à votre domicile dès sa parution.

# ST NAZ GUILLOUARD

## PATCHWORK

"Spécial Patchwork", la nouvelle émission de Radio Armorique a été diffusée pour la seconde fois le 6 février 1980, de 20H05 à 22H, sur modulation de fréquence. Elle n'est pas audible dans le Pays Nantais, car elle n'est pas relayée par l'émetteur de Nantes. AR FALZ 44, constate que dans la circonstance, FR3 Rennes et Nantes ne respecte pas l'esprit de la Charte Culturelle de Bretagne, applicable aux cinq départements bretons. Ar Falz 44 a donc l'honneur de demander à MM. les Directeurs de FR3 Nantes et Rennes que, d'une manière générale, toutes les émissions de Radio-Armorique intéressent l'ensemble des bretons, soient reçues dans le Pays Nantais.

Le juge Dubigeon vient de terminer son instruction concernant la "séquestration" des patrons de Guillovard: INCULPATION des 2 délégués syndicaux et des 2 permanents CGT et CFDT. La date du procès n'est encore pas fixée. L'inculpation quant à elle est claire: SEQUESTRATION.

Pour mémoire rappelons que suite à la grève des mains coupées, les patrons de Guillovard ont tenté de licencier les 2 délégués CGT et CFDT. Licenciements refusés par l'inspecteur du travail. Le ministre refusa également le licenciement.

Restait donc le recours à la justice pour les patrons; c'est fait.

Une mobilisation est en train de se mettre en place dans la métallurgie en particulier.

A Guillovard comme à St Nazaire, un des enjeux de la grève des mains coupées était la suppression du Boni. MNS ■

# étudiants immigrés

Début janvier, à Nantes Rachid et Nasser reçoivent leur arrêté d'expulsion, à Angers 2 marocains reçoivent un avis de refoulement. Et puis viennent les rumeurs de refoulement chez les étudiants de Nantes.

Ces deux villes vont donc connaître chacune de façon différente un grand mouvement contre les expulsions et contre les lois Bonnet-Stoleru. Aujourd'hui, c'est la suspension de la grève. Nous rapportons ici une discussion avec des étudiants tunisiens. Pourquoi étudient-ils en France ? Sont-ils opposants au régime tunisien ? Le restent-ils en rentrant ? Comment ont-ils analysé le mouvement étudiant qui vient de secouer Nantes ?



## tunisien, pourquoi à Nantes ?

1) J'ai fait mon 1<sup>er</sup> cycle de faculté à Tunis de 70 à 73. En 1972 il y a eu un grand mouvement contestataire avec grève à peu près continue. La Fac a été fermée 3 mois. A l'époque, je n'étais pas profondément engagé dans le mouvement, bien qu'étant gréviste. Mais c'était un problème très grave pour moi de perdre une année, étant d'un milieu très populaire. Et les études étaient la seule façon de me sortir de là. Le gouvernement tunisien bloquait toute ouverture démocratique et empêchait les étudiants de prendre leurs affaires en main. D'où une absence totale d'ambiance de travail avec toutefois une sélection très dure (25% des étudiants seulement sont acceptés en Fac). Dans mon cas se sont les raisons qui m'ont fait quitter la Tunisie. Mais sans aucune bourse, comme la majeure partie des étudiants de chez nous.

2) Moi par contre je suis en France envoyé par le gouvernement tunisien avec une bourse. En effet, 3 mois avant le bac il était proposé aux premiers des sections scientifiques, différentes écoles de formation en France : à l'époque il y avait l'aviation civile, l'aviation militaire et le service des ingénieurs des arts et métiers. Je n'ai donc jamais fréquenté l'université tunisienne. J'ai souhaité venir en France par que, dans les années 65-66 c'était la grande vague des travailleurs sans travail en Tunisie et qui partaient pour la France. Mon frère est parti en Corse comme ça et chaque été il nous racontait la France. Ça m'a fait envie. Et, bien que j'ai refusé les écoles qui m'étaient proposées, je suis quand même venu pour des études de dentiste en France.

Les bacheliers de famille aisée viennent également en France de leur propre gré parce que les mouvements étudiants les gênent.

APL : Existe-t-il une infrastructure universitaire en Tunisie ?

1) Après l'indépendance, il existait très peu de fac en Tunisie mais peu à peu le gouvernement les créa : d'abord le français et les matières littéraires puis les sciences jusqu'au 3<sup>e</sup> cycle depuis peu ; jusqu'à il y a 5 ans les étudiants partaient à l'étranger pour pharmacie dentaire médecine mais ces facultés commencent à exister là-bas. Maintenant les étudiants partent pour le perfectionnement : le 3<sup>e</sup> cycle ou des stages d'1 ou 2 ans.

2) En Tunisie l'immigration officielle diminue : en 1973 je suis venu directement en France, j'ai contacté la fac pour remplir un dossier de pré-inscription. L'inscription était automatique et sans délai. La préfecture nous demandait notre adresse. Nous avions alors la carte de séjour. Aujourd'hui, c'est de plus en plus policier. On ne peut plus venir s'inscrire directement en Fac. Il faut passer par l'ambassade de France en Tunisie. Le service culture adresse la pré-inscription à la faculté choisie ; une commission de la présidence de l'université se réunit pour statuer sur les cas des étudiants étrangers. La réponse est renvoyée en Tunisie. Si l'étudiant est accepté, il doit fournir une prise en charge financière et un domicile (à trouver de Tunisie en France !). La Tunisie se plie complètement aux volontés de la France et ne défend pas ses émigrés.

## OPPOSANT ?

1) Je vais m'en tenir au cas de Nantes que je connais bien : les cas d'étudiants qui continuent à militer en Tunisie sont très rares, j'en connais 2 pour ces 3 dernières années.

Ça s'explique un peu parce que les étudiants qui viennent à Nantes sont des boursiers en pharmacie, chirurgie dentaire ou médecine donc des professions libérales et quand ils rentrent ils cherchent à se lancer dans la profession.

Il est important de comprendre que le mouvement étudiant tunisien est un mouvement qui a participé et qui participe de façon importante à la lutte pour les libertés démocratiques en Tunisie. C'est le 1<sup>er</sup> syndicat auquel s'est attaqué le pouvoir tunisien en 1971. Une fois dans la vie active, leur situation sociale devient très délicate et c'est évident que certains basculent du côté du pouvoir. Mais c'est pas pour ça qu'il faut condamner le mouvement étudiant en tant que tel.

Certains qui sont sortis de la fac, il y a 4-5 ans ont un rôle très important à l'UGTT. Il en est de même dans les syndicats de l'enseignement supérieur, secondaire, des instituteurs, des sociétés de gaz, des banques : ils ont eu un souffle nouveau avec l'arrivée depuis 5-6 ans de gens qui étaient à la fac. Les 49 syndicalistes du Chaab clandestins qui sont actuellement en prison se sont aussi des ex-militants étudiants et ils luttent pour la défense des intérêts des travailleurs.

## 2

on ne travaille pas sur les conditions concrètes que nous rencontrons au pays. D'autre part je ne crois plus à une éventuelle intégration d'un maghrébin dans la société française. En tous cas pas sans renier sa culture, son mode de vie. J'ai compris que la culture universelle ça n'existait pas.

Il me semble que le retour au pays est plus profitable pour nous étudiants qui avons pu analyser la situation politique, que pour les travailleurs qui rentrent avec de l'argent et donc le désir de le faire fructifier.

Si il y a un grand mouvement en Tunisie, il ne pourra venir que des ouvriers qui n'ont jamais quitté le pays.



APL : Français ou étrangers vous avez tous 3 ans pour faire vos études ?

1) Oui il y a un système de dérogation décidé par le président de l'université ; mais dans le cas des étrangers la préfecture peut refuser la dérogation et décider l'expulsion de l'étudiant. Elle n'intervient pas pour les étudiants français.

Ca c'est une différence ; l'autre différence c'est qu'en face il y a un quota d'étudiants étrangers, 10%, à ne pas dépasser.

## EXPULSIONS ?

Pour moi l'origine du mouvement est un raz le bol général actuel quant aux conditions d'études et aux atteintes à certaines libertés. Par rapport aux expulsions le mouvement est parti sur des informations énoncées volontairement par la Préfecture. Le mouvement s'est donc orienté sur un mot d'ordre plus général : contre les lois Barre-Bonnet et en assimilant le problème des travailleurs et des étudiants. Ce qui était tout à fait juste, mais ces revendications dépassent largement le mouvement étudiant. Tant que les organisations syndicales, politiques, humanitaires... ne se mobilisent pas à l'échelle nationale, un mouvement étudiant sur une ville n'est pas d'un poids suffisant pour peser nationalement. On a bien vu la force apportée à la fac à la suite de l'intervention de la famille de Rachid à la veillée en Droit. C'était concret. Ça a donné un souffle certain.

Le mouvement étudiant quelque soit sa force ne peut pas déboucher actuellement. Et je suis d'accord pour suspendre la grève. Certains

étudiants ne peuvent pas se permettre de perdre une année. Toutefois, je me démarque de l'extrême-droite raciste qui veut casser le mouvement ; et aussi de l'unef renouveau qui veut suspendre la grève parce qu'elle ne contrôle pas le mouvement.

La préfecture s'est réservée de toute information qui pouvait rallumer l'enthousiasme de la grève. Visiblement elle a tiré les leçons d'Angers : à Nantes aucun étudiant n'a reçu d'avis de refoulement seulement des rumeurs. Et rien de plus tout au long de la grève.

J'étais d'accord de suspendre la grève dans la mesure où le président de l'université a donné l'assurance qu'il n'y aurait aucune expulsion dans l'année, de plus les syndicats ouvriers ont reconnu le comité de coordination comme interlocuteur ; ça veut dire que la grève est suspendue mais que l'on va chercher d'autres moyens d'actions avec les nouveaux interlocuteurs.

notes recueillies par MHS

# au fil de la SEMAINE

## ETUDIANTS

Plusieurs événements ont marqué cette 4e semaine de grève. En faculté des AG plus structurées. Le résultat de la coordination régionale d'Angers d'où est sortie la manifestation de vendredi parès midi. La décision d'envoyer une délégation à la coordination nationale du 1er mars. L'AG inter fac de vendredi réunissant 1200 personnes a été surtout marquée par la décision de suspendre la grève pendant la semaine de vacances histoire de reprendre du souffle. Les différentes commissions continueront à fonctionner pendant cette semaine et une AG d'information aura lieu jeudi à 14H en fac de droit. La commission animation organise une fête non-stop les 5 et 6 mars, où se succéderont théâtre, musique et expositions. La manifestation du vendredi 22 est une de celle qui va faire parler d'elle à la fac. D'abord parce qu'il n'y avait que 500 personnes environ, ensuite parce que ce n'était pendant toute sa durée qu'une partie de cache-cache avec la police ponctuée par des actions coquasses traversée du continental place royale par tout le cortège au cri de "Le p'tit rouge à 20 centimes", passage devant decrié sur les slogans "Decré faciste" "Decré ou de force nous vaincrons" occupation momentanée de l'IUT puis dislocation au palais de justice.

### Accident :

Pendant la manifestation de vendredi après-midi un accident a eu lieu

au niveau du cours 50 otages. Un taxi a renversé 2 jeunes filles les blessant légèrement aux chevilles. Les 2 personnes hospitalisées au CHU purent sortir le soir même après avoir reçu des soins.

### Fête :

En sociologie les étudiants ont fêté le 1 mois de grève. Cette petite soirée regroupait 70 personnes. Ni la boisson ni la musique n'ont manqué.

## lyceens

La mobilisation continue chez les lycéens, plusieurs grèves ont paralysé les lycées cette semaine. La coordination lycéenne organisait un meeting mercredi 20 au champ de Mars où les LEP expliquèrent leur grève devant 400 personnes ; elle appelait aussi à une manifestation jeudi 21. 1300 lycéens et LEP se sont retrouvés p 14H place



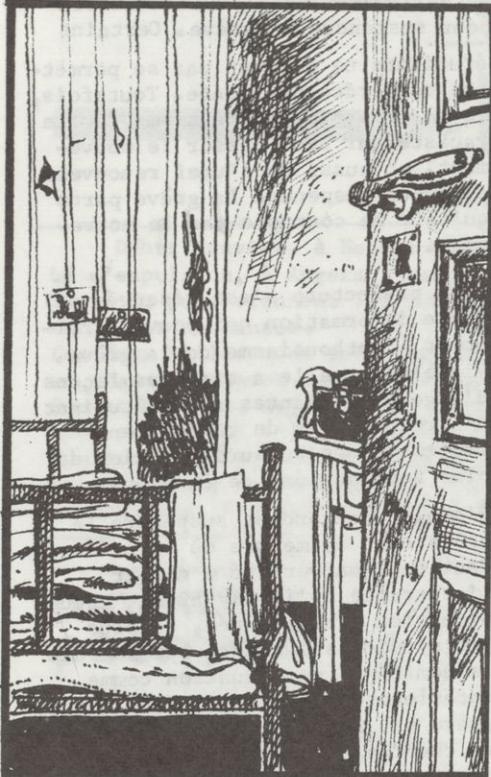
## Lycéens étrangers

ATTENTION!  
AVIS pour tous les étudiants étrangers non boursiers qui sont en terminale.  
Contacter le plutôt possible, "Monsieur le président de la commission nationale pour l'inscription des étrangers, 75 231 Paris cedex 05" afin de lui demander un dossier de préinscription en fac pour l'année prochaine. Sinon vous risquez de partir en voyage définitivement.

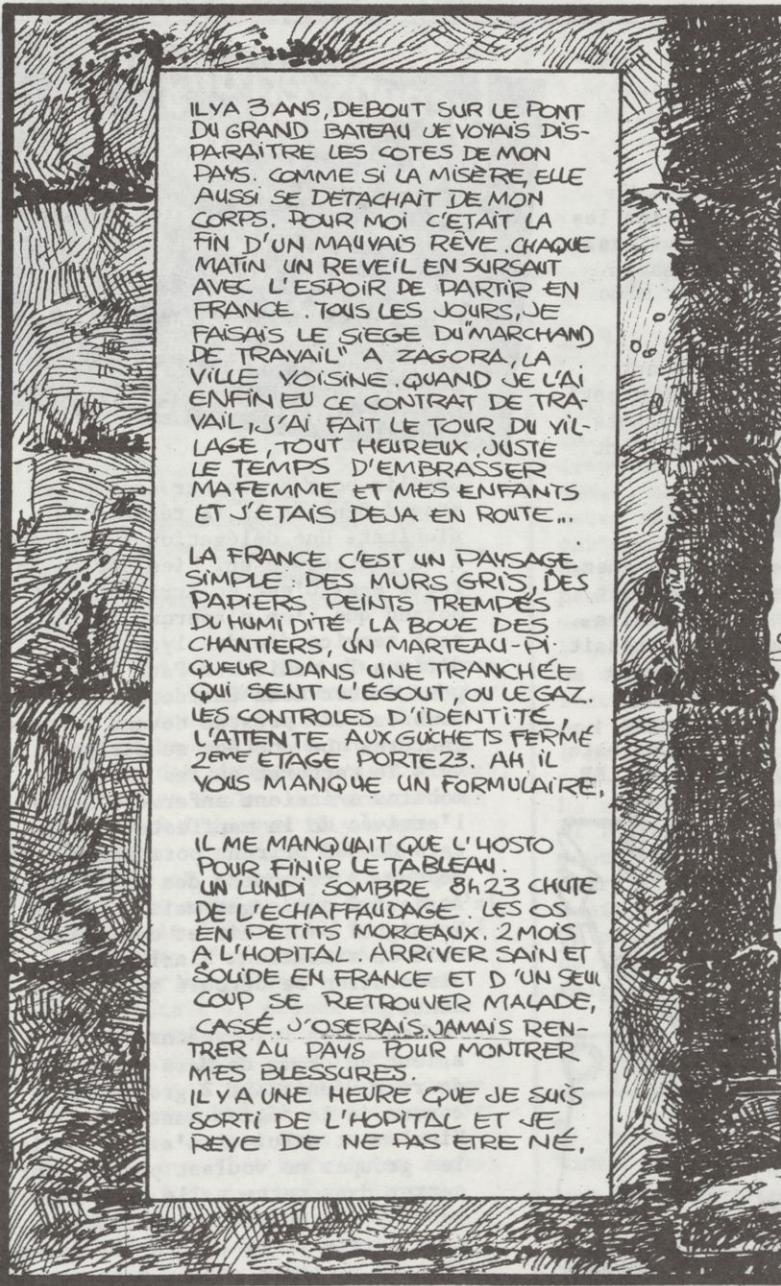
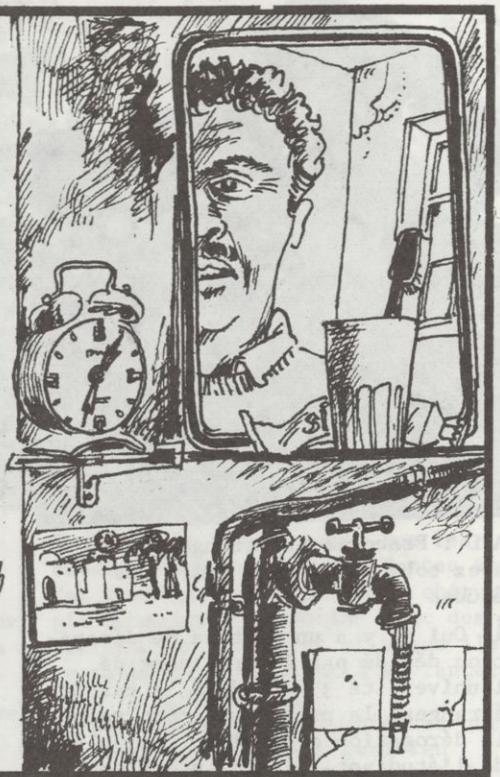
Graslin pour protester contre les stages Beullac et la réforme du pionicat. Une délégation fut envoyée à la préfecture qui bien sûr ne la reçut pas. C'est en arrivant Pont Morand que l'on s'aperçut de l'important service d'ordre lycéen qui dirigea la manif sur Paul Bellamy pour éviter tout incident avec les nombreux CRS présent devant la préfecture. Le cortège se dirigea vers le rectorat où les gardes mobiles s'étaient enfermés. Après l'arrivée de la manifestation des cars de CRS prirent position derrière eux. A ce moment des incidents étaient à envisager mais le doyen Rossignol oscillait et désenvenimait la situation. Finalement la dislocation se déroula sans incident.

Le lendemain les lycéens organisèrent au champ de Mars un concert de rock réunissant 2 groupes bien connus de la région nantaise. Finalement celui-ci n'a pas eu lieu les groupes ne voulant pas se représenter dans cette salle trop mauvaise du point de vue acoustique... A la sortie de ce numéro les lycéens si tout va comme prévu, passeront de bonnes vacances. ■ (A suivre)

# DANS QUELLE LANGUE J'AI GUEULÉ...?



NOM: IMMIGRÉ. PRENOM: IMMIGRÉ.  
PROFESSION: IMMIGRÉ. SIGNES PARTICULIERS: BOIGNOULE, RATON, CROUILLE, LES NOMS MANQUENT PAS AUTANT D'INSULTES, MARQUÉES TOUS LES JOURS AU FER ROUGE SUR MA GUEULE



IL YA 3 ANS, DEBOUT SUR LE PONT DU GRAND BATEAU JE VOYAIS DISPARAITRE LES COTES DE MON PAYS. COMME SI LA MISÈRE, ELLE AUSSI SE DETACHAIT DE MON CORPS. POUR MOI C'ÉTAIT LA FIN D'UN MAUVAIS RÊVE. CHAQUE MATIN UN RÉVEIL EN SURSANT AVEC L'ESPOIR DE PARTIR EN FRANCE. TOUS LES JOURS, JE FAISAIS LE SIÈGE DU "MARCHAND DE TRAVAIL" A ZAGORA, LA VILLE VOISINE. QUAND JE L'AI ENFIN EU CE CONTRAT DE TRAVAIL, J'AI FAIT LE TOUR DU VILLAGES, TOUT HEUREUX, JUSTE LE TEMPS D'EMBRASSER MA FEMME ET MES ENFANTS ET J'ÉTAIS DÉJÀ EN ROUTE...

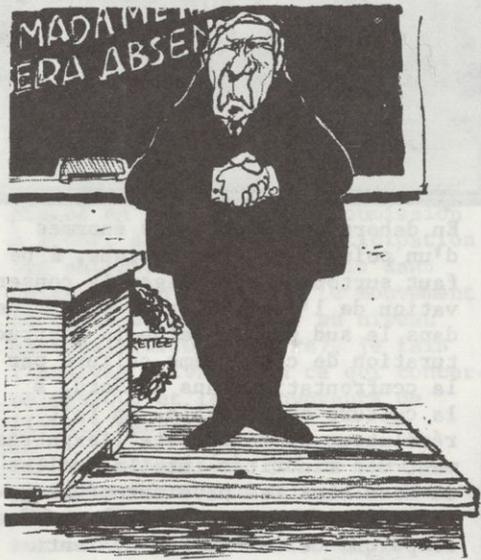
LA FRANCE C'EST UN PAYSAGE SIMPLE: DES MURS GRIS, DES PAPIERS PEINTS TREMPÉS DU HUMIDITÉ, LA BOUE DES CHANTIERS, UN MARTEAU-PICQUEUR DANS UNE TRANCHÉE QUI SENT L'ÉGOUT, OU LE GAZ. LES CONTRÔLES D'IDENTITÉ, L'ATTENTE AUX GUCHETS FERMÉS 2<sup>ÈME</sup> ÉTAGE PORTEZ3. AH IL VOUS MANQUE UN FORMULAIRE,

IL ME MANQUAIT QUE L'HOSTO POUR FINIR LE TABLEAU. UN LUNDI SOMBRE 8h23 CHUTE DE L'ÉCHAFFAUDAGE. LES OS EN PETITS MORCEAUX. 2 MOIS À L'HÔPITAL. ARRIVER SAIN ET SOLIDE EN FRANCE ET D'UN SEUL COUP SE RETROUVER MALADE, CASSÉ. J'OSERAI JAMAIS RENTRER AU PAYS POUR MONTRER MES BLESSURES. IL YA UNE HEURE QUE JE SUIS SORTI DE L'HÔPITAL ET JE RÊVE DE NE PAS ÊTRE NÉ,



# suicide d'une "M.A." L'ACCROC

Après avoir enseigné pendant 9 ans dans différents établissements de la Sarthe et même de la Mayenne, sur des postes ne correspondant pas toujours à sa spécialité, Huguette Charlot, maîtresse auxiliaire, titulaire d'une maîtrise de géographie, s'est tuée le 17 Février dernier.



La Sarthe, ça fait aussi partie de l'académie de Nantes. Est-ce parceque c'est proche de nous que cela nous touche davantage? C'est vrai qu'avant le suicide d'Huguette Charlot, il y a eu ceux de M.A. (maîtres auxiliaires) à Reims et à Nice, sans que cela suscite des réactions de masse.

Tout le monde (ou presque) s'accorde à dire que l'on ne peut exploiter la mort de quelqu'un à des fins partisans. Certains prônent le silence total, pensant qu'un suicide relève trop de l'intimité, de raisons personnelles. Pourtant, cet acte est l'aboutissement d'un ensemble de fatigues, d'amertumes d'humiliations dont on peut, ici, difficilement abstraire les conditions de travail et de vie qui en découlent. C'est bien la conscience que le problème dépasse l'individualité qui a provoqué les réactions de tristesse, de colère et de révolte des enseignants des C.E.S d'Allonnes et de La Flèche, où Huguette Charlot avait deux demi-postes. Bien sûr, on peut être plus ou moins solide, mais il faut l'être rudement pour supporter les conditions d'exercice de ce métier, quand on est M.A. Ça

veut dire en effet accepter l'incertitude d'une affectation à chaque rentrée, se tenir prêt à tout enseigner, n'importe où, accepter de sacrifier souvent sa vie personnelle, affective, son temps. Huguette Charlot partageait le sien entre Savigné l'Evêque, son domicile, et les deux demi-postes que l'administration lui avait confiés à Allonnes (près du Mans) et à La Flèche (à 43 km). Le samedi et le lundi, elle devait se rendre à La Flèche pour assurer l'histoire et la géographie ainsi qu'un complément de documentation; le mardi, le jeudi et le vendredi, on lui demandait d'enseigner l'hygiène, l'alimentation, l'éducation civique et sociale, le français et le dessin en classe préprofessionnelle (CPPN) et classe pratique (CPA) à Allonnes. Si tant de gens se sont sentis concernés, choqués, c'est que l'on sait combien il est difficile de se retrouver seul(e) face à des classes nombreuses auxquelles il faut enseigner des matières pour lesquelles on n'est parfois absolument pas préparé(e). Dans des conditions plus que difficiles, sans aide souvent des collègues, l'administration demande un boulot impeccable ou, tout au moins, qui en ait l'apparence. L'inspection ne vous propose que des modèles d'enseignement parfait. Si on y arrive pas, qu'il y a du chahut, que le cours ne marche pas, on a tellement l'impression que c'est personnel, qu'on doit être imbécile ou incapable, qu'on se tait et qu'on bosse. Beaucoup. Les 18 ou 21 heures ne sont que la partie qui émerge. Beaucoup de jeunes profs disent qu'ils y passent de 40 à 50 heures par semaine; beaucoup disent aussi que c'est un métier où, jamais, on n'a l'esprit complètement libre. L'ignorance, l'indiscipline, on ne doit pas connaître, même si on est face à des gosses qui s'en foutent, qui se défoulent sur le prof, parce que l'école, ils en ont marre. Et tout le monde interiorise ses échecs dans son coin de salle des profs, se blinde ou ne se blinde pas. En parler au voisin? C'est avouer son incapacité. Encore faut-il que le voisin soit assez compréhensif pour donner des "trucs", voire passer des cours ou même envisager un travail en

commun. Le plus souvent, on garde ses cours comme des chefs-d'oeuvre ou des maladies honteuses; on se contente de donner la référence d'un bouquin en disant: "Faut pas trop s'en faire". Pudeur ou indifférence. On a trop répété que l'art d'enseigner était "chose individuelle" qui ne pouvait se transmettre.

Dressés les uns contre les autres, infériorisés par l'inspection, coincés par l'image sociale qu'ils se font d'eux-mêmes, chacun se replie sur soi;

Quand on est auxiliaire, on ressent fortement tout cela, d'autant que l'on doit supporter le mépris des gens "installés" et des autorités, pour qui le chômage n'est qu'une série de chiffres, une réalité lointaine qu'ils n'ont jamais connue, qui pensent que si on est M.A, c'est qu'on le veut bien, qui suspectent la faiblesse ou l'incapacité parce qu'on a pas passé le certificat d'aptitude (CAPES) ouvrant la voie de la titularisation. Pourtant, ils devraient savoir que les postes mis au concours se réduisent chaque année comme peau de chagrin et qu'il est très difficile, voire impossible de travailler pour soi dans les conditions faites à beaucoup.

La mort d'H. Charlot a suscité des réactions: arrêts de travail, pétitions, lettres au ministre. Les titulaires se sentent concernés aussi, car, avec les mises à disposition des recteurs, ils ne sont pas à l'abri d'affectations lointaines, même s'ils sont à peu près sûrs de n'avoir à enseigner que dans leur spécialité. C'est sans doute à cause de la généralisation des conditions jusqu'alors réservées aux M.A, qu'ils semblent prêts à se mobiliser sur des cas concrets. Semblent... car l'oubli retombe vite. Il serait temps, pour reprendre un souhait du collectif des maîtres auxiliaires, que le problème de ceux qui dépasse le fait divers...

Une M.A.

## pions

Contre le projet de suppression des pion(ne)s, l'académie de Nantes s'est mobilisée depuis fin janvier. L'AG du mercredi 20 février a décidé :

- grève surprise à partir du 4 mars.
  - grève académique le jeudi 6 mars.
- Une AG académique se tiendra, ce jeudi 6 mars, à Angers à 14H (campus de Belle Beille) pour élargir le mouvement et faire des propositions pour la coordination nationale des MI/SE. Cette coordination nationale des MI/SE se tiendra les 8 et 9 mars à Angers.

Le collectif MI/SE.

# point de vue

## LE "COUP DE GAFSA" ET SES EFFETS

L'information dominante (française et tunisienne) à travers l'affaire Gafsa est restée un mystère. Pour les uns c'est une manipulation Kadhafiste, pour les autres ce n'est que le mécontentement d'un groupe de terroristes utilisé par une main étrangère ; "c'est un soulèvement de canailles".

A la différence de cette perspective on a pensé utile de contribuer à l'éclaircissement de cette affaire dont les dimensions sont à la fois internationales, continentales, maghrébines, arabes et nationales.

A l'échelle internationale : origine de l'hypothétique intervention française, américaine et lybienne.

Au niveau continental : implication du continent africain à travers cette intervention française.

A l'échelle du Maghreb : la question du Sahara occidental ; la politique algérienne dans l'état pro-occidental de ses deux voisins (Maroc, Tunisie).

Par contre au niveau arabe (ligne des Etats arabes) destabiliser la Tunisie, alors que les Etats arabes venaient d'y choisir leur siège, porte un coup dur aux intérêts impérialistes dans la région et bascule le rapport de force en faveur des anti-impérialistes et antisionistes.

Au niveau national : développement inégal des régions.

Une étude sur les événements de Gafsa doit tenir compte de facteurs tant économiques que culturels. Ces deux déterminants se sont forgés historiquement en deux périodes ; la première se limite à la période coloniale et la deuxième va de la décolonisation jusqu'à nos jours.

### La dimension internationale :

"Il n'est pas surprenant que ce soit précisément dans des périodes de stagnation et de crise que l'on recherche de nouveaux stimulants et que les dirigeants politiques et les grands chefs d'entreprise doivent être particulièrement réceptifs à toutes occasions d'expansion étrangère qui pourrait se présenter". (Harry Magdoff).

Le pouvoir tunisien, l'information tunisienne et française essaient de rejeter la responsabilité sur la Libye pour faire passer sous silence :

- l'intervention française et américaine en Tunisie
- les difficultés économiques qui ne cessent de s'aggraver avec la crise de l'impérialisme et du capitalisme mondial
- la détérioration et la destabilisa-

tion d'un régime impopulaire, anti-national et dictatorial.

On ne peut nier la contribution du gouvernement Libyen dans cette affaire, mais on ne peut l'opposer à l'intervention française et le traiter au même degré.

• Est-il possible de penser les rapports tuniso-Libyens en termes de domination d'une nation par une autre ou de dépendance ? Sont-ils de même nature que les rapports franco-tunisiens ?

En 1976, les importations tunisiennes en provenance de l'Europe étaient évaluées à 506 325 mille dinards dont 210 858 (41,64% en provenance de la France), 58 855 (Italie), 65 968 (RFA), par contre les exportations étaient évaluées à 255 744 (Europe), dont 57 733 vers la France, 72 615 vers l'Italie, 23 367 vers la RFA, alors que les importations tunisiennes en provenance de Libye sont nulles, et les exportations envers ce pays étaient estimées en 1975 à 18 769 et à 4 582 en 1976 ; à ce niveau la Libye constitue un débouché pour la production tunisienne d'une part et un marché d'emploi pour une

main d'oeuvre qui ne cesse de croître et de peser sur le marché du travail et sur la destabilisation du pouvoir tunisien. Ajouter à ceci les matières premières exploitées par les firmes françaises.

1 DT = 9,23 FF

1979, il y a 100 000 travailleurs tunisiens en Libye ; selon les dernières nouvelles des gisements énormes de pétrole et de gaz naturel ont été découverts dans le sud et à côté de Sfax.

### La dimension nationale.

Période coloniale, l'important à souligner, pour ce qui nous occupe, est l'implantation principale des colons dans le Nord tunisien. Le Nord colonisé fut le théâtre, à l'époque, des faits accompagnants irrémédiablement le phénomène colonisation : confiscation des terres fertiles, exode des paysans expropriés (la force + la loi) vers le Sud, terre aride où les conditions géographiques et économiques sont plus que défavorables. Compte tenu de la non présence coloniale, le Sud tunisien est resté vierge de toute ingérence occidentale. L'introduction dans le Nord d'une économie de type capitaliste (propriété privée, salarisation, échange monétaire) fut la cause d'un contraste grandissant entre le Nord et le Sud tunisien.



En dehors des disparités énormes d'un point de vue économique, il ne faut surtout pas négliger la conservation de l'éthique arabo-musulmane dans le sud préservée de la destruction de cette même culture par la confrontation dans le Nord, à la culture occidentale, un fait révélateur de ceci reste l'expatriement des minorités intellectuelles du Nord vers les pays européens (France, Allemagne, Italie) en même temps que celles du Sud avaient une prédilection pour l'Orient (Egypte notamment).

### Période néo-coloniale.

"La décolonisation" se solde par la transmission du pouvoir politique des colonisateurs aux bourgeois et aristocrates autochtones formés et éduqués à l'occidentale. Cette nouvelle classe dominante poursuivait, à son propre compte, en partie, le développement de l'ancienne infrastructure coloniale (Infrastructure commerciale et portuaire : Tunis, Sousse, Sfax, Bizert) en y greffant une industrie légère manufacturière, commerciale. Le Sud, traditionnellement agricole, et "oublié" par les investissements et aménagements coloniaux, ne connut pas avec la décolonisation, de "décollement économique". Hors mis l'extraction des minerais de phosphate à Redayee et à Moulare, aucune mesure ne permet de freiner l'aggravation du développement inégal des régions en Tunisie. Cette inexploitation, par méconnaissance des ressources naturelles, redoublée d'une arriération très grande de l'agriculture forcent la force du travail du Sud "les bras de ses fils" à aller se vendre en Libye dans l'indifférence totale des modalités administratives obligatoires (ignorance, plus absence de passeports etc...) ce travail saisonnier en Libye (en dehors des périodes de récolte, moisson etc... qui

nécessitent de la main d'oeuvre) l'accueil de réfugiés politiques libyens pendant la seconde guerre mondiale, le retour de ces derniers après leur épisode/incursion tunisienne, l'appel à la force de travail tunisienne pour la construction de la Libye ne manquèrent pas de provoquer entre ces deux pays des liens économiques et culturels importants. A cet échange des hommes s'ajoute bien évidemment l'échange de marchandises qui viennent remplir les marchés hebdomadaires (les souks) du Sud.

A cette réalité économique qui dévoile les relations entre la Libye et la Tunisie se greffe le fait non



négligeable de la réception difficile de la radio/télé tunisienne alors que la population écoute régulièrement les émissions libyennes. Tous ces faits imbriqués font de ce Sud tunisien une région relativement autonome par rapport à l'éthique dominante du pays. La recherche d'une solution dans l'ensemble de ces contradictions a du mal à s'affirmer si le mur du silence entourant la réalité tunisienne ne fut pas détruit, les événements de Gassa contribuèrent néanmoins à l'ébranler.

Un étudiant tunisien. ■

# ANTIMILITARISME

Suite à la préparation de mon procès en appel, pour insoumission à l'ONF, et la faible participation des antimilitariste nantais dans cette action alors que le mouvement ne cesse de progresser au niveau national (OP20 J. Fabre), je fais l'analyse suivante en ce qui concerne les OC, et les renvoyeurs de livrets nantais.

**I** - Les objecteurs qui en 1972 se placèrent dans une situation d'insoumission le firent d'abord et surtout pour répondre à une situation inacceptable. Depuis, des millions d'autres les ont rejoint pour se placer à leur tour dans l'illégalité, mais dans quelle intention ? Nous n'avons pas choisi l'objection comme moyen d'échapper au service, la réforme aurait été plus facile, mais bien parce que nous avions la volonté de faire acte d'objection puis d'insoumission et de faire de notre confrontation à l'obligation du service un moyen de lutte, un lieu d'où nous pouvions dénoncer la militarisation, démystifier le service national et plus particulièrement sa forme civile. Aujourd'hui, la répression pour autant dissuasive qu'elle soit freine, mais n'empêche pas l'extension du mouvement. La répression en se multipliant s'est "banalisée" et leur acte n'est plus exceptionnel. Faut-il pour autant regretter qu'il soit devenu plus facile de s'insoumettre publiquement au service aujourd'hui ?

L'acte d'insoumission semble se suffire trop souvent à lui-même pour la majorité des objecteurs, mais leur absence de dynamisme est loin de leur être propre, il en est actuellement de même pour l'ensemble "des fronts de lutte". Les aspirations libertaires, la révolte contre l'autoritarisme,

tellement inhérents à l'objection, ont trop souvent été sous-estimées par les résistants à la militarisation que nous voudrions être et nous nous devons sans aucun doute, aujourd'hui plus que jamais, dans un contexte d'étouffement des libertés et de résignation pesante, de les prendre réellement en compte.



Car, en l'absence d'une volonté d'action permanente, nous nous trouvons en présence d'une sensibilité antimilitariste et anti-autoritaire certaine. N'est-ce pas au fond la tâche des militants antimilitaristes que de lui fournir les moyens de s'exprimer concrètement, de se prolonger dans une active remise en cause du militarisme.

**II** - Les renvoyeurs qui donnèrent leurs livrets à l'occasion du procès de Joe Cassard suscitérent chez nous une réelle joie. Nous allions avoir sur la région un groupe dynamique de renvoyeurs qui ne laisserait pas ses membres se faire condamner individuellement par le tribunal. Des actions spectaculaires eurent lieu : - Apparition

collective des renvoyeurs au tribunal lorsqu'un d'eux était appelé à comparaître, manifestations etc.. Puis le mouvement à l'apogée de son dynamisme s'effondra après la belle fête de Nozay, juillet 78. Nous n'entendions plus parler des renvoyeurs lorsqu'en Nov. 79, Jacques Musset et Bernard Lambert passèrent au tribunal de Nantes pour avoir tous les deux renvoyé leurs papiers. Jacques Musset suscita chez nous un nouvel élan vers les renvoyeurs et nous répondîmes avec un certain dynamisme aux actions qu'il proposait.

Notre enthousiasme retomba bien vite, lorsque pour seule réponse de groupe et de J. Musset à la préparation de mon procès, nous recevâmes en tout et pour tout quelques lettres de soutien. Je pose alors la question suivante : - les vivants sont-ils déjà rassis ou bien morts ? Je remercie cependant les 10 personnes qui en soutien à mon procès en appel renverront dans les semaines qui viennent leurs papiers militaires. Je souhaite à ce nouveau groupe, que je remercie, une vie dynamique et plus longue que celle de ses prédécesseurs. Tous les anti-militaristes nantais qui auront envie de "se lever" à la lecture de cette lettre seront les bienvenus au GRIM où l'on pourra essayer ensemble de définir quelques lignes d'action vis à vis de la répression qui touche aussi bien les objecteurs, les insoumis que les renvoyeurs et redonner au mouvement antimilitariste nantais la place qu'il doit avoir à un moment où la lutte s'amplifie au niveau national et devient décisive.

D. Richeboeuf. ■



# VENDÉE

## greves lyceennes

Environ 2000 lycéens manifestaient jeudi 21 dans les rues de la Roche/Yon contre le projet Beullac. Deux axes de protestations - la mise en place des stages de 10 semaines en entreprises, obligatoires et non rémunérés pour les LEP ; - la professionnalisation du "pioncat".

Cela fait déjà une semaine (depuis le 12) que les LEP Branly, Guitton et Polyvalent sont en grève. Trois manifestations ont permis de rencontrer l'Inspection académique et la Préfecture qui transmettent et le maire de la Roche qui apporte personnellement son soutien aux grévistes. Quelques incidents, un début d'échauffourée avec les CRS par l'intermédiaire des grilles de la préfecture qui cédaient, ainsi qu'une invasion "incontrôlée" du restaurant administratif a amené quelques interpellations. La majorité des lycéens semblent opposés à la violence ; un bon nombre est prêt à l'utiliser mais si elle est préparée ; il n'y a qu'une minorité à l'utiliser actuellement.

Les bases de l'action pour les lycées de la Roche en grève restent toujours d'informer, de provoquer et coordonner une mobilisation aux Sables, Fontenay, Luçon et autres bahuts de la Roche/Yon (Lycées privés + E.N.). Ce qui fut fait le jeudi 21 où les manifestants venaient par car des quatre coins de la Vendée.

L'avenir immédiat laisse envisager une sérieuse répression. Le chantage à la réinscription ou plus simplement à la réintégration accompagnée des parents, les prises à partie censeur-élève sont le lot de nombreux lycéens en particulier ceux du CET Chiron aux Sables. Ce genre de chantage est très démobilisateur, les élèves de Guitton sont pratiquement tous rentrés en cours lundi suite au week-end passé chez les parents qui avaient reçu le petit mot du proviseur.

Le soutien et l'appui des organisations de parents d'élèves et syndicats enseignants ferait alors pression sur l'administration pour bloquer la répression. Pour l'instant soutien du SGEN qui a même appelé à la grève jeudi dernier, soutien de la FCPE (Cornec).

Quant aux pions, ils sont plus souvent à Nantes et coordonnent leur action avec les MI/SE de Nantes. Les vacances risquent de démobiliser, la loi est votée le 3 mars ; des nouvelles formes d'action seront rediscutées à la rentrée dans chaque bahut.

Lycéens + équipe APL.



## st etienne du bois

ST ETIENNE DU BOIS : 30 ELEVES DE 3 A 12 ANS EN CLASSE UNIQUE. LES PARENTS SE REVOLTENT.

Depuis le 31 janvier, les parents d'élèves de l'école publique de St Etienne du Bois occupent l'école et assurent la garde d'une partie des enfants. Ils réclament l'annulation de la fermeture de la 2ème classe, décidée arbitrairement en juin dernier. L'Inspecteur d'Académie avait pourtant la liste des 26 enfants inscrits, il savait que du fait de l'achèvement d'un lotissement communal, plusieurs familles arriveraient en cours d'année et malgré tout, la classe a été fermée. Voilà donc, comme prévu, une institutrice seule avec 30 élèves -35 à pâques- de 3 à 12 ans soit 8 niveaux différents. Essayons d'imaginer son emploi du temps !



Pour l'Inspecteur d'Académie, aucune solution administrative possible. Et puis "il ne fallait pas inscrire les moins de 5 ans". C'est vrai, les parents de St Etienne sont vraiment "naïfs" : ils pensaient que les écoles maternelles françaises dont notre ministre de l'éducation

est si fier, étaient prévues pour tous les enfants, même ceux des communes rurales. Grossière erreur ! Le Recteur est toujours resté sourd aux appels des parents. La situation étant urgente et dramatique, il fallait agir sur place. Les parents ont donc décidé d'assurer la garde d'une partie des élèves à l'intérieur même de l'école. Depuis le 31 janvier ils tiennent bon.

Devant cette action aussi inattendue qu'illégal, l'Inspecteur d'Académie et le Préfet n'ont pas manqué de réagir.

Réponse de l'Inspecteur d'Académie : l'institutrice a reçu l'ordre de radier les enfants de moins de 6 ans qui se trouvent ainsi illégalement dans l'école. Ils ne seront réinscrits qu'avec l'accord du dit inspecteur d'Académie. Ce qui permet en outre un odieux chantage : la réouverture pratiquement assurée pour septembre prochain "pourrait" se trouver compromise.

Réponse du Préfet, dans la bonne logique, : ordre est donné au maire de faire évacuer de l'école les parents et les enfants de moins de 6 ans. Le maire hésite encore à ce jour.

Le cas de St Etienne du Bois est un cas extrême auquel il faut, quoiqu'en dise M. l'Inspecteur d'Académie, une solution immédiate. Mais en Vendée les classes surchargées et les fermetures arbitraires sont monnaie courante. En septembre 79, dans 12 écoles les effectifs dépassaient les normes légales. A cette époque de l'année où se décident les ouvertures et fermetures de classe pour la prochaine rentrée scolaire, parents et enseignants sont très inquiets. La colère gronde.

Une mère d'élèves de St Etienne du Bois.

# Avortement Contraception INFORMER

Le collectif unitaire nantais pour le droit à l'avortement et à la contraception libres et remboursés, lance une campagne par tracts pour informer l'opinion sur les nouvelles dispositions de la loi Pelletier qui vient d'être votée par le Parlement.

La loi Pelletier maintient les limites de la loi Veil. L'avortement et la contraception ne sont toujours pas remboursés, l'information libre sur la contraception est interdite."

L'information sur les moyens contraceptifs ne peut être faite que dans des centres reconnus par la D.D.A.S.S. Seul le Planning Familial ou des mouvements d'éducation populaire peuvent le faire, ce qui empêche par exemple les enseignants d'en faire état dans leurs cours sur l'anatomie humaine, alors qu'on parle de la procréation.

Le délai de 10 semaines est maintenu, souligne le collectif, et les sanctions pénales aggravées à l'encontre des médecins qui pratiquent une interruption de grossesse en dehors de ce délai. Ce qui explique les poursuites engagées à l'encontre de certaines cliniques privées.

Maintien également de l'autorisation parentale pour les mineures, et surtout, limite du droit à l'avortement pour les étrangères, puisqu'il faut au minimum 3 mois de résidence en France et une carte de séjour. Plus grave, un fichage des femmes est mis en place puisque pendant au moins un an, le dossier d'une femme qui a avorté devra être gardé par le directeur de l'hôpital.



Enfin, la loi renforce les moyens de dissuasion: "Tout est fait pour que, coûte que coûte, la femme n'avorte pas. L'obligation de l'entretien est maintenue. De plus, il sera orienté par un dossier-guide incitant à faire des enfants, quitte à les abandonner à la naissance. Une porte est ouverte dans les services à la propagation d'associations comme "S.O.S. Futures mères", couverture de "Laissez les vivre". "La loi Pelletier aggrave la situation des femmes et nous regettons que les députés communistes et socialistes aient voté ce texte".

Le collectif unitaire estime que la mobilisation doit continuer afin d'exiger l'avortement et la contraception libres et remboursés, (y compris pour les femmes étrangères ou qui n'ont pas droit à la sécurité sociale), et l'ouverture de centres contrôlés par les intéressés.

"Ces centres qu'il faut ouvrir dans les quartiers, les usines, les facultés, en fonction des possibilités et des locaux déjà existants, devraient permettre, soit une information sur la contraception, soit la pratique d'I.V.G. par exemple, dans le cas de dispensaires."

Le collectif entend également poursuivre la lutte contre les inculpations de médecins ou de toutes autres personnes qui pratiqueraient des avortements en dehors des délais légaux. ■

## notes de lecture.

Quand on est chômeur et qu'on finit par ne plus bien apprécier sa situation on est attiré par ce titre aguicheur. En cette époque de grande crise de toutes les valeurs peut-on attendre une réponse précise à une question aussi coquine ; il y a là probablement la prose remarquable d'un de nos nouveaux intellectuels agréés, commis par le pouvoir à la recherche de nouveaux idéaux libéraux avancés.

Non justement : à question précise, réponse précise : 30% de la population française s'approprierait toujours les richesses produites par 70%, je fais grâce des chiffres après la virgule car ici tout est précis. Pour ceux qui supposaient ce résultat, ils peuvent le vérifier en sept chapitres argumentés où l'appareil de production, privé et public, la consommation, la répartition de la population active sont rigoureusement analysés. La démonstration est claire et accessible à tout public, elle passe toujours par des exemples concrets : par exemple que veut dire consommation populaire dans la bouche d'un capitaliste est expliqué par rapport à la politique de gamme pratiquée par les constructeurs automobiles

## Qui travaille pour qui

La démonstration introduit toujours des chiffres directement utilisables et que vous ne trouverez jamais dans Quid comme ceux-ci par exemple :

"Alors qu'un membre d'une famille d'O.S. n'a à son service un travailleur à temps plein que quatre mois par an, un membre d'une famille d'industriel dispose en permanence du travail annuel de 1,75 personne. Monsieur ou le petit dernier a donc chacun à leur service un travailleur à temps plein toute l'année, plus un autre pendant 9 mois. Qui disait qu'on était plus servi ?"

Au delà de ces anecdotes qui (ne) font (pas) sourire, des conclusions passionnantes sur la rigidité de la consommation par classe sociale, malgré les discours brillants de grands intuitifs de gauche style Attali, toujours étroitement liée à la place de chaque classe dans le système de production (air connu !). Des conclusions aussi sur la rigidité d'un appareil productif modelé pour le service d'une classe et que paraît-il on ne pourrait modifier "sans faire l'économie d'une révolution".



Petits coups de patte à une gauche dont "aucune fraction n'envisagerait sérieusement l'audacieuse hypothèse consistant à habiller Paul en déshabillant Pierre", comptant peut-être "sur un taux de naissance à la japonaise pour dans mille ans rendre enfin possible l'utopie communiste : à chacun selon ses besoins".

Encore un coup des célèbres compères Baudelot et Establet avec Jacques Toiser qui avec l'autre duo célèbre Bourdieu et Passeron sont encore les quelques intellectuels assez primaires et malhonnêtes pour aller chercher dans les chiffres la preuve que le marxisme n'est pas dépassé. Pffff !

Dans toutes les librairies : Qui travaille pour qui ? de Ch. Baudelot, R. Establet et J. Toiser. Ed. Maspéro environ 42 Frs. ■

# SCANDALES...

## après decaux la namet



Nantes a son scandale immobilier. Il porte un nom, la NAMET et pèse lourd : 3,8 milliards de centimes aujourd'hui, 10 milliards bientôt si rien n'est fait, payés sur le budget de la ville. Ce scandale se grossit du silence dont certains - par peur, par intérêt ? - veulent l'entourer.

### les pieds dans le plat

Ce sont les élus communistes qui ont mis les pieds dans le plat. Ils adorent jouer ce rôle de justiciers vengeurs, d'incorruptibles, et ont trouvé en G. BATARD un procureur impitoyable. L'affaire a surgi à propos d'une question de procédure lors du dernier conseil municipal. Tous les élus s'étaient mis d'accord pour repousser l'examen du budget 1980 au 29 février and Batard a sorti sa bombe : "Je demande à intervenir dès maintenant sur le dossier de la Namet". Stupeur chez les non-communistes. Qu'est-ce qui se trame ?

Barrage de procédure : "Le dossier de la Namet fait partie du budget, nous examinerons l'ensemble le 29 février, pas aujourd'hui". Insistance de Batard : "Nous voterons le budget global mais nous voulons exprimer nos positions sur ce dossier particulièrement important. Ce ne serait pas la première fois qu'une question non inscrite à l'ordre du jour serait évoquée. Le maire lui-même l'a parfois fait". Après une heure de passe d'armes, suspension de séance est décidée. Vote : reprise du cours normal de l'ordre du jour. Batard dans une envolée : "Vous voulez nous imposer le silence !". Chenard : "Jamais, jamais il n'y a eu ici de volonté d'interdire".  
Fin du premier acte.

### l'affaire

Le lendemain, début du second acte avec une conférence de presse très offensive de Batard, à la fois technique et polémique. La Namet est créée en 1967, à l'initiative de Christian Chauvel, conseiller socialiste, reprise par l'ensemble de la municipalité Morice. L'idée paraissait séduisante : intervenir sur le marché immobilier pour l'assainir et pourvoir aux besoins créés par le futur

développement de Nantes, "capitale de l'Ouest". La structure juridique - il n'y a pas beaucoup de choix - sera celle d'une société d'économie mixte. La ville détient 55% des parts, le reste étant attribué à des capitaux privés : BPBA, promoteurs, SECIM (société mandataire liée à la SFIO). Chauvel est nommé président du conseil d'administration. Un commissaire du gouvernement et des commissaires aux comptes assurent, en principe, le contrôle de l'Etat. La Namet construira au total 1180 logements à Bellevue, au Croissant, à Beaulieu. Tout semble alors possible, des projets grandioses agitent la municipalité Morice. "Nantes métropole de l'Ouest", "l'axe Nantes-St Nazaire", "un million d'habitants à l'horizon 2000", "Beaulieu, île de Nantes". Les technocrates de l'aménagement n'en finissaient pas de produire des rapports ronflants et de susciter projets démesurés (la tour Bretagne, les pénétrantes) et ambitions personnelles.

Las ! Au moment même où les premiers logements de la Namet sont achevés, le reflux est amorcé. La décentralisation des services administratifs sur Beaulieu, les projets d'industrialisation se réduisent comme peau de chagrin. Le marché immobilier s'effondre. Le scandale Namet commence.

### le trou

La commercialisation des appartements se révèle un échec. Sur les 1180 logements construits, 550 sont vendus, 450 sont attribués en location-vente, 182 sont proposés en location directe. Les revenus sont très inférieurs à ceux excomptés. Un chiffre seulement : les locations rapportent 2 millions de F par an alors que les frais financiers atteignent 8 millions de F. Pour obtenir de l'argent frais, le conseil d'administration utilise une technique éprouvée de longue date par les commerçants véreux : la cavalerie. Technique audacieuse qui consiste à contracter des emprunts pour payer les dettes. Technique nécessairement suicidaire

quand la situation commerciale ne s'améliore pas. Mais il serait insuffisant d'attribuer le capotage de la Namet à une conjoncture immobilière défavorable. Des éléments troublants ont été avancés par G. Batard et se sont trouvés confirmés par une enquête officielle.

A l'évidence il y a, parlons pudiquement, une "gestion peu rigoureuse". Batard citera une entreprise de menuiserie qui obtint, dans des conditions suspectes, un ordre de service annulé le jour même mais qui lui permit d'obtenir un prêt de la Caisse des Marchés de l'Etat. Ce prêt devait financer la construction d'huisseries pour des tours qui ne furent jamais construites. Bilan : 1 million de Francs au passif de la Namet. Citons encore ce contrat avec une société chargée de gérer les logements en location-vente jusqu'en... 1997 ! S'ajoute l'adoption précipitée de projets trop ambitieux pour lesquels des travaux ou des études ont été prématurément engagés ou dépensés. Huit millions de Francs ainsi engloutis dans des fondations d'immeubles jamais construits. Quatre millions et demi réclamés par la société DUCASSOU pour un programme finalement abandonné. Enfin pour couronner le tout, il y a ces emprunts d'un montant de 45 millions de Francs à des taux de 11,6% à 13%, remboursables jusqu'en 1997. Ultime scandale : par le jeu d'une technique financière (une "différentielle d'intérêts") la Namet devra rembourser 4,5 millions de Francs qu'elle n'a jamais touchés. On croit rêver.

### l'addition

Un mauvais rêve quand on sait que la Namet bénéficie de la garantie de la ville ; les erreurs, les légèretés, peut-être les filouteries, seront payées sur le budget municipal. Le trou est actuellement de 37 millions de Francs, il sera de 100 millions dans dix ans.

Pour 1980 le poids de la Namet représente 6% de la pression fiscale.

La municipalité de gauche peut-elle faire quelque chose de ce dossier hérité de l'ancienne équipe ?

Sur le plan financier elle est tenue d'honorer sa garantie. Mais deux stratégies s'opposent. Les communistes exigent la nomination d'un expert judiciaire pour que le dossier soit traité publiquement et les responsabilités clairement établies.

"Les banques ont profité de la situation, l'Etat a laissé faire, les gestionnaires municipaux ont été défaillants. Ce n'est pas au contribuable de payer ce gâchis" avance Batard.

## béton silencieux

Les socialistes et radicaux sont plus timorés. Ils comptent sur un règlement amiable, des arrangements. Ils mettent en avant les 450 occupants de logements en location-vente lésés en cas de liquidation. "Ca ne tient pas, rétorque Batard, puisqu'ils sont tous prêts à devenir propriétaires".

Aux yeux du PC, une expertise judiciaire, suivie éventuellement d'un concordat, permettrait de faire pression sur certains créanciers pour exiger qu'ils abandonnent

leurs droits et allègent le passif de la Namet. Espoir mince mais bien réel puisqu'on connaît deux procédures de ce genre à PARIS.

Est-ce la crise municipale ? Non puisque le PC votera la semaine prochaine le budget global mais les communistes auront accroché une fameuse casserole à l'attelage de Chenard.

Le doute est mis désormais sur certains socialistes et particulièrement sur le maire, soupçonné de protéger certains anciens partenaires et d'enfouir le passé sous un silence bétonné. Après Decaux, la Namet. L'époque est au linge sale.

G.D.



# que font les nantais pour Plogoff ?

Mercredi soir 20h30 la caravane de Plogoff arrive au Pellerin. Avec tambours et trompettes elle se rend jusqu'au quai où les pêcheurs de civelles l'accueillent: "c'est bien les bretons, faut continuer?"

A la salle de l'étoile au trois quart pleine, la réunion commence avec un film du Crin de Plomoguer: la panique du nucléaire. Film qui pourrait justifier la campagne du P.C. dénonçant le côté réactionnaire et rétrograde de cette caravane. MAIS l'information qui suit sur la véritable résistance des populations à la centrale malgré les 45 cars de CRS pour protéger la mairie annexe, les grenades offensives lâchées par hélicoptères sur la population, les grenades qui creusent des trous de 5cm dans la chaussée, l'arrivée des paras...

C'est indéniable la lutte est véritablement populaire: femmes, lycéens, pêcheurs, élus, de Plogoff à Quimper, en passant par la Bretagne...

Il est inacceptable d'entendre le PC prendre le pas du préfet et déclarer: "Pour nous la

démocratie ce n'est pas l'envoi de CRS et la fermeture des mairies, pas plus que des mairies sous contrôle de groupuscules casqués qui craignent autant que le pouvoir la consultation populaire et le débat."

Rappelons ici que le boycott de l'enquête n'a pas été dicté par quelques "festivaliers de la contestation" mais bien par l'expérience des populations de Braud: à l'époque la population était venue nombreuse inscrire son opposition sur le registre. Conclusion: une centrale. Certains agriculteurs ont été expulsés 3 fois pour la même centrale!!! La colère fut si grande à Braud que des agriculteurs vinrent tenir conférence au Pellerin pour le boycott des enquêtes bidons! C'est au Pellerin qu'il a été appliqué pour la 1ère fois et dans un but démocratique, pour que les populations se fassent entendre. Personne dans les communes ne craignait la consultation: pour preuve les cahiers ouverts dans les mairies et qui reçurent contre l'enquête et la centrale 82% de signature au Pellerin et 95% à Cheix.



Une lutte aussi populaire qu'à Plogoff, et aussi violente (ce qui est nouveau par rapport au Pellerin), doit recevoir un véritable soutien, et voir naître toute sorte d'initiatives, de la part de tous, y compris du P.C. qui lui aussi a déjà su parler boycott, mais surtout des nantais qui se sont mobilisés sur le Pellerin, qu'on entend guère à l'heure actuelle alors qu'il y a un an on les entendait dire que "contrairement aux habitants du Pellerin, eux ne se battaient pas contre un site (le Pellerin) mais contre tout le nucléaire". Alors où sont-ils, que font-ils parce que ça va finir par être trop tard!!!

MNS

# DÜN

## Musique de fusion

DÜN, non! ce n'est pas un nom de yaourt au goût scandinave ni les initiales d'un programme d'ordinateur. C'est un groupe nantais qui fait du jazz-rock, à une époque où la mode n'en fait pas un produit rentable, commercial. Six musiciens qui disent la difficulté de trouver des concerts, de vivre tiraillé entre leur musique et les activités gagne-pain (bals et jobs divers plus ou moins reliés à la musique). Ils répètent dans une maison près de St Etienne de Montluc et préparent leur départ pour la Suisse où ils vont enregistrer une bande qu'il faudra ensuite présenter à une maison de disques.

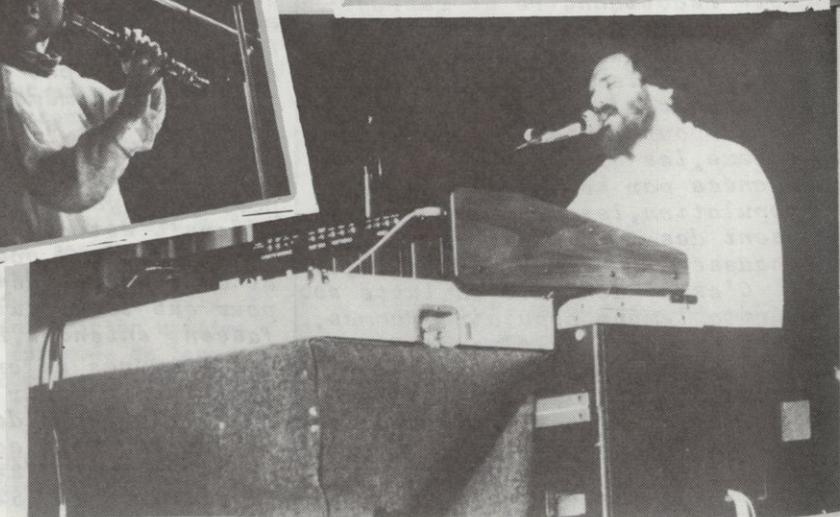
"Le numéro de mes cymbales, le poids de mes baguettes ? Tu rigoles ou quoi ?" Et pourtant il faut tout ça pour tous les passages à la douane. Détail en 16 exemplaires des instruments, poids, marque, numéro, valeur. "Tu me donnes les numéros de tes bongos..." "1484 RS 44... prié de dégager son véhicule qui gêne l'accès au bar". Encore quelques vanes en montant le matériel dans cette petite pièce aux murs couverts de tapis et tentures diverses. Dans un coin, une poubelle exhibe un tas de canettes vides. Un parapain et deux bouts de bois pour caler le synthétiseur au dessus du piano. Par-terre, un tas de fils qui se balladent, giclée de spaghettis électriques. Prises, fiches jacks. Bruits de branchements, claquement dans les amplis. Après s'être dérouillé les doigts sur leurs instruments, ils commencent à répéter. Les morceaux sont très travaillés et la mise en place soignée. "Vous vous souvenez du découpage : 4 mesures, ils rentrent après et on fait notre accélération". Appel de la batterie, sonorités rondes des percussions, tintement des cymbales. Sur une rupture rythmique, le martèlement des claviers et de la batterie cède la place à la guitare, la flûte traversière et le xylophone. La basse place ses notes, jalons de plomb.

puis redevient mélodique, coulée fluide. Les 6 musiciens, concentrés, attentifs, soignent leur placement : "La 2ème partie je vais rentrer en même temps que vous, ça fera plus propre". "Qu'est-ce que tu fais comme bourrier, toi ?". "Ti ta ta ti... , c'est inchantable de toutes façons". Ils discutent du son de la guitare: clair ou distordu, agressif ou plus neutre ? Il faudra couper un solo pour l'enregistrement, soigner le découpage pour arriver à 20 mn pour une face de disque.

Reprise. Sur un sautellement du xylophone, le synthé brode une texture épaisse nourrie par la flûte liquide comme du métal en fusion. Nouvelle pause "le découpage faut le voir dans la continuité du truc". "C'est marrant ton synthé, il sonne pas comme avant...". "T'inquiètes, toto, c'est les bougies". Le son d'ensemble de Dün est changeant, épais et collectif puis s'ouvrant sur un ou deux instruments. Chacun étant à la fois rythme et mélodie, solo et harmonie. Pas de rôle fixe, un véritable travail collectif sur le son.

APL : Dün existe depuis 2 ans comment vous en tirez-vous ?

● Ce qu'on fait, n'est pas une musique qui rapporte. En France c'est un style de musique qui a du mal à se faire admettre, c'est une conception différente de ce qui marche. Grossièrement dit c'est du jazz-rock Aux Etats-Unis, ça porte un nom "Fusion Music" qui exprime que ce n'est pas du jazz, ni du classique, ni du rock mais un brassage de tous ces genres. Nous-mêmes on vient d'horizons différents. Bal et Rock'n roll, jazz classique... Il y en a qui écoutent beaucoup de Magma, d'autres du jazz au son serein genre ECM (Abercrombie par exemple). Tout ça mis ensemble ça fait une sauce personnelle. L'été dernier, on a organisé nous-mêmes une tournée en Bretagne, mais ça a été une planterie financière énorme. Il fallait faire tous les jours 300 bornes pour coller des affiches à l'avance, ça pouvait pas être très efficace. Globalement, Dün nous coute du fric, le local de répétition ici, ça nous oblige à nous déplacer, il y a un loyer à payer. Pas de camion et trouver un bahut sur des grandes distances ça coûte une fortune. On a des dettes sur les instruments, les bandes magnétiques, les affiches, Vu la musique qu'on fait, on a envie et besoin d'avoir du matériel de qualité pour avoir un son nickel, et



on en prend les moyens. Forcément, dans le milieu musique, ça fait jaser. Pour un concert, on prend un cachet de 3500 à 4500 Frs. Suivant les cas, à 6 musiciens c'est impossible d'en vivre. Comme on n'a pas de manager, il faut s'en occuper nous-mêmes, chercher des concerts, les contrats, démarcher, c'est pas très efficace et on dépense beaucoup d'énergie ailleurs que dans la musique : le boulot de manager et puis les gagne-pain à côté : il y en a 3 qui font du bal ; là aussi il faut trouver les contrats, y consacrer tous les week-end, ça nous pompe. La musique qu'on fait demande à être bossée et avec ce qu'on fait on est dedans sans y être.

**APL :** Les histoires de manager ont l'air d'être au centre des problèmes des musiciens.

● Disons que c'est un gros problème, il faudrait quelqu'un qui investisse autant que nous dans la musique. On va pas bouffer des haricots toute notre vie. Il y aurait bien une autre solution qui serait de regrouper les groupes sous un label, une association qui parallèlement à leur

production développerait un terrain d'entente question programmation tournée, suite de concerts... Mais à Nantes, c'est difficile vu les styles très différents : Gaby Blues Band, Tequila, Dangers, Dün c'est plutôt éclectique. C'est dommage qu'on ne puisse pas s'entendre, en dehors des échanges sur la musique, pour l'organisation de concerts. Netzella et les concerts au Paris ou à la Beaujoire, c'est pas notre circuit. Quant au globe qui a l'air de battre de l'aile en ce moment, Gravouille nous avait promis un concert pour janvier puis février, maintenant ça serait pour novembre..

**APL :** Pourquoi partir en Suisse pour enregistrer ?

● Simplement parce qu'on a trouvé un studio intéressant et bien moins cher qu'en France. 1200 Frs par jour en étant logés. On paye tout nous-mêmes, frais d'enregistrement et tout ça pour avoir une bande toute prête qu'on ira proposer à Paris, aux maisons de disques. Le disque pour nous, c'est pas une fin en soi, ça va juste marquer une étape de notre musique, et puis surtout consti-

tuer une carte de visite. C'est un moyen de se faire connaître, reconnaître qui devient très nécessaire au niveau où en est le groupe et vu les problèmes pour trouver des concerts. C'est peut-être aussi une ouverture sur l'étranger. Tourner à l'étranger, c'est souvent plus facile qu'en France. La Belgique, l'Allemagne, les USA même sont intéressés par ce genre de musique. Etron Fou Leloublanc par exemple ne tourne presque plus en France. Et puis pour les organisateurs faire venir un groupe étranger, français ça fait "classe". En France s'il n'y a pas de public c'est aussi qu'il n'y a pas de concerts, tout se tient.

Pour le disque on va rester 10 jours en Suisse, coupés par le week-end pour revenir ici, faire les bals. On va prendre des compositions récentes retravaillées à 6 : un grand morceau (20mn environ) pour une face et 2 morceaux sur l'autre. C'est un travail à six sur des compositions écrites, des trames qui donnent l'architecture générale du morceau. Propos recueillis par Nicolas.

# FRANKENSTEIN

Avant la création de "Frankenstein" La créature monstrueuse demande à naître...

Les 2 et 3 avril prochains, un spectacle produit et dirigé par le Théâtre Fou avec la collaboration du Théâtre de la Petite Ortie et du Théâtre du Galion sera créé à Nantes sur le thème de "Frankenstein" à partir du roman de Mary Shelley. Du spectacle lui-même nous parlerons dans quelques semaines mais nous voudrions signaler à quel niveau se situe cette réalisation sur le plan culturel nantais. Le spectacle sera déjà le fruit de la collaboration de trois troupes nantaises et du groupe "Noa" pour la musique. Mais il sera aussi entouré d'animations diverses : projections de films, exposition de photos, d'affiches regroupées sur le thème de Frankenstein, savant et créateur maudit et de sa créature monstrueuse. A ces animations participeront diverses associations telles que le Canard Laquais et Clic-clac.



Mais ce qui importe immédiatement pour les organisateurs de cet événement c'est que le public ne soit pas uniquement consommateur de ces diverses réalisations c'est pourquoi ils l'appellent à collaborer sur deux plans :

#### - sur le plan littéraire.

Par une production de nouvelles fantastiques dont l'une d'elles sera publiée dans la presse nantaise. Un système d'échange des nouvelles sera étudié pour permettre aux auteurs de lire les diverses productions. Les nouvelles devront porter sur le

thème de Frankenstein, ne pas dépasser quatre pages dactylographiées et être adressées avant le 25 mars au Théâtre de la Petite Ortie, 3 rue de l'Emery 44 000 Nantes.

- sur le plan réalisation plastique par une production de masques fantastiques, masques d'horreur sous différentes formes :

- création d'un visage à l'aide d'éléments divers et inattendus
- transformation d'un visage "normal" en visage fantastique ou monstrueux
- fabrication d'une créature ou d'un animal fantastique.

Ces masques devront être déposés au centre social du Port Boyer où ils seront exposés du 25 mars au 5 avril. Ces propositions sont ouvertes au plus large public et les enseignants en littérature, dessin ou travaux manuels sont fortement sollicités à donner cette information à leurs élèves.

Pour plus de renseignements sur ces diverses activités pour toute suggestion nouvelle, on peut s'adresser au Théâtre Fou 2 rue des Girondins à Nantes. Tél : 46.20.66.

# Sylvain Atrous

Avec Sylvain Atrous au foyer du jeune travailleur.

Le mercredi 5 mars à 21h.

D'entree, la chanson sur "l'ivrogne" définit le style d'Atrous : un jeu scénique excellent, (trop peut-être, certains dans la salle s'y laissent prendre !), une voix qui porte, des paroles simples et directes, le tout judicieusement soutenu et accompagné par les deux complices de Sylvain, ses musiciens Martial et Joël. Tout au long de la

soirée, discrètement, en utilisant au mieux les possibilités de l'orgue, de la guitare, de l'accordéon, du synthétiseur, ils ont créé l'atmosphère de chaque chanson par des arrangements subtils.

Une ironie parfois grinçante, mais teintée de tristesse ("Où va-t-on") la critique enlevée et joyeuse ("les minettes"), la recherche de l'amitié et de l'amour ("Ensemble"; "Grandir") : quels que soient le sujet et la forme employée Sylvain ATROUS est sincère et ne peut-être suspecté de démagogie.

Prix des places : 20 Frs - 15 Frs aux groupes qui réservent.  
Foyer du Jeune Travailleur  
9, Bd Vincent Gâche  
44 200 Nantes. Tél : 47.91.64.



# LA RECHERCHE



Dans une conférence de presse intersyndicale, une partie des services qui s'occupent de recherche et d'études sur Nantes ont dit leur inquiétude vis à vis de la politique gouvernementale concernant leurs domaines, pour illustrer cette inquiétude, il faut rappeler la très récente démission du directeur de la D.G.R.S.T, sorte de banque pour toutes les activités de recherche, en raison de l'abandon de toute recherche fondamentale. A Nantes, cette coordination syndicale des services de recherche et d'études regroupent pour le moment 5 organismes :

- Le centre d'Etudes Techniques de l'Equipement (CETE) à la Faculté de sciences
  - l'Institut de la Recherche Agronomique (INRA)
  - l'Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes (ISTPM)
  - le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (LCPC).
- Ces organismes ont environ 900 personnes, administratifs et techniques, sur les 2000 personnes environ qui s'occupent de recherche dans l'agglomération nantaise. Ce qui est doublement intéressant dans cette coordination inter-établissement, c'est qu'elle est d'une part unitaire : chaque section C.F.D.T., C.G.T. y participent ; le SNES Sup et le SGEN pour la Faculté de Sciences ; d'autre part, cette mise en commun, ce déballeage des problèmes de chacun a permis de mettre en évidence une cohérence de l'action gouvernementale.

Le mécanisme de cette action gouvernementale peut se résumer pour chaque organisme, en trois points :

- 1. Diminution des crédits de l'Etat et blocage systématique des embauches, ce qui provoque une diminution des études. Le CETE de Nantes est bien dans ce cas : alors qu'il est en équilibre financier (l'établissement a une gestion de type privé) ; non seulement il y a blocage de l'embauche, mais la moitié seulement des partants est remplacée ; ceux qui seront mutés, partiront avec leur poste.
- 2. Reproche du manque de résultats qui légitime la réorientation des activités vers une rentabilité immédiate et liée au développement de l'industrie privée. En Fac de Sciences ne risque-t-on pas de voir rapidement une spécialisation de la recherche et de l'enseignement du 3ème cycle en fonction des firmes qui donneraient quelque argent.
- 3. Réforme des structures et des statuts du personnel rendue nécessaire par cette réorientation. La transformation de l'INRA en E.P.I.C. (établissement public industriel et commercial) est bien engagée, d'ailleurs dès le 25 février, le personnel de l'INRA sera en grève pour montrer son hostilité à ce projet. Mais bien sûr, la réforme des statuts du personnel s'aligne sur le privé : recours aux vacataires, développement des contrats individuels à durée limitée, mobilité, volonté affirmée d'aligner les

statuts sur les plus défavorables.

Pour l'université, cette mobilité peut se traduire par une spécialisation des facs, les profs pourront faire leur recherche à Nantes et enseigner à Rennes ou à Brest ; ils ont déjà trouvé un nom à cette nouvelle race d'enseignants : les turbos-profs. Cette mobilité forcée va être introduite dans le règlement du personnel des CETE et du LCPC, quant à l'INRA on se dirige vers la suppression des assistants titulaires, remplacés par des contractuels à durée déterminée. A l'ISTPM c'est un climat d'incertitude préparatoire au projet de réforme qui se met en place.

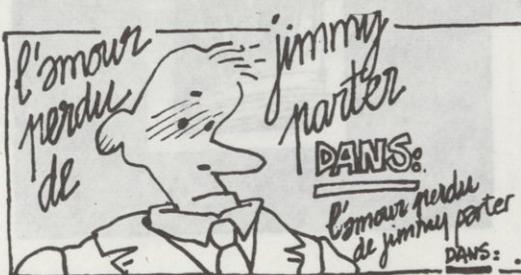
Cette volonté de l'Etat de casser les organismes de recherche et d'études correspond pour lui à une double nécessité :

- faire pression sur les personnels pour alléger son budget dans une période de crise.
- réduire le rôle de la recherche ; le temps de la planification, des études de fonds, des grandes opérations publiques est révolu.

C'est donc cette cohérence des attaques de la part de l'Etat qui a amené les sections syndicales des 5 établissements à se regrouper pour coordonner leur action. Car, comme l'ont remarqué les syndicalistes présents, chaque établissement est trop petit pour mener des actions importantes. Ils comptent par contre dès à présent se donner des "coups de mains" (informations mutuelles, popularisation des actions) mais aussi continuer de mener une réflexion commune sur l'avenir de leurs services qui pourrait déboucher sur une journée publique ayant pour thème la recherche dans la région nantaise. Quel avenir?



ET CE QUI DEVAIT ARRIVER ARRIVA



JONATHAN LIVINGSTON LE GOE-  
LAND 20H.  
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS  
(W. Allen) 22H15.  
LE CHAUD LAPIN (P. Thomas)  
20H.  
LE LAUREAT 22H15.

APOLLO

UN AMOUR DE COCCINELLE  
(Disney) 13H45. 15H55. 18H50.  
20H15.  
LE MARIAGE DE MARIA BRAUM  
(Fassbinder) 14H. 16H30.  
19H45. 22H15.  
BON BAISERS D'ATHENES  
14H. 16H30. 19H45. 22H15.  
LA GUERRE DES POLICES  
13H40. 15H50. 18H. 22H25.  
LA DEROBADE  
20H10. 22H25.  
TOUT DEPEND DES FILLES  
13H55. 16H. 18H45. 20H40.

GAUMONT

KRAMER CONTRE KRAMER 14H15.  
16H45. 20H. 22H30.  
C'EST PAS MOI C'EST L'AUTRE  
(Richard) 13H45. 15H. 20H45.  
22H30.  
RETOUR EN FORCE 13H45. 16H.  
20H15. 22H30.  
C'ETAIT DEMAIN (N. Meyer)  
14H10. 16H45. 20H. 22H30.  
COCKTAIL MOLOTOV (Kurys)  
13H50. 16H. 20H20. 22H30.  
LA FEMME FLIC (Boisset)  
14H15. 16H45. 20H. 22H30.

CONCORDE

DOCTEUR JIVAGO 20H.  
UN COUPLE PARFAIT (Altman)  
22H.  
MASH (Altman) 20H.  
LES PETITES FUGUES (Y. Yecsin)  
20H.  
L'ACCIDENT 22H.  
LES ENCHAINES (Hitchcock)  
20H.  
LE BON LA BRUTE ET LE TRUAND  
(S. Leone) 22H.

KATORZA

LA CUISSE DE JUPITER  
MANHATTAN (W. Allen)  
LE SEIGNEUR DES ANNEAUX  
(Bashi)  
ELLE  
14H30. 20H. 22H15.

COLISEE

LES JOYEUX DEBUTS DE BUTCH  
CASSIDY ET LE KID (R. Lester)  
MA CHERIE (C. Dubreuil)  
LA MORT EN DIRECT (Tavernier)  
14H30. 20H. 22H15.

CINEMERCREDI

LA PETITE FILLE ET LE CHEVAL  
(K. Katchyma) 27 Fev. 14H30.  
WOODSTOCK 27 Fev. 17H.

# CINEMA



Les joyeux débuts de  
Butch Cassidy et le kid.  
Réal : Richard Lester.  
Avec : William Katt,  
Tom Berenger, Jeff Corey  
Jill Eikenberry.  
Sundance kid (William  
Katt).

MA CHERIE de Charlotte Dubreuil

Une année de vie commune pour  
Jeanne (32 ans) (M.C. Barrault)  
et sa fille, Sarah (B. Bruno).  
Les détails de chaque jour,  
une chronique ponctuée de lar-  
ges ellipses où les petits  
riens trament chaque jour ;  
la tendresse, les prises de  
bec...

Pour dépasser le cap du super-  
ficiel Dubreuil s'accorde  
quelques scènes qui évitent la  
monotonie, en supprimant les  
parti-pris (pas de présence  
masculine...). Le film en souf-  
fre plutôt, s'étirant dans des  
directions sans réponses où le  
savoir-faire de la caméra, ne  
parvient pas à sauver un dis-  
cours tantôt très subtil,  
tantôt trop didactique (scène  
du hammam).

On pourra retenir le charme  
de l'apparence d'un film qui  
à défaut d'apporter des répon-  
ses aurait sans doute pu poser  
correctement les questions. P.



LE BEAULIEU  
BOUGUENAIS

MICKEY - JUBILE 14H. 16H30  
MERCREDI 27 JEUDI 28.

MJEP / S<sup>o</sup> NAZAIRE.

LES LARMES AMERES DE PETRA  
VON KANT (Fassbinder) 21H.

# calendrier

## EXPOSITIONS



— Au Muséum d'Histoire Naturelle du 9 février au 31 mars : « LES MARAIS SALANTS ».

— Au musée du Château, du 2 février au 16 mars, exposition : « HABITER NANTES ».



### MERCREDI 27 (Février) :

**Matin :** clowns du Prato à Noirbreuil (Chéméré 44) spectacle pour enfants  
**après-midi :** clowns du Prato à Bellevue Nantes.

**18H :** ouverture de la permanence des C.L.A.J. (cf page 2) 7 rue de Gigant Nantes.

**20H30 :** Cycle Sauté "Prévention et Dépistage" mjep St Nazaire.

**21H :** Julos Beaucarne au cinéma Le Paris (location au Paris).

### JEUDI 28.

**après-midi :** clowns du Prato Office Jeunesse de St Herblain du Sillon pour enfants.

**20H30 :** réunion de constitution d'un groupe OCL à la Fraternité rue Amiral Duchaffault Nantes.

**21H :** Jazz avec Marais et Boni aux Petits Saints place St Vincent.

### VENREDI 29.

**après-midi :** clowns du Prato Nantes Dervallières.

**20H30 :** Concert Aristide Padygros (folk suisse) au profit du cinémercredi Amphi Fac de Droit. (25F et 30F locations Fuzz disques).

**21H :** "Hamelin" théâtre du galion, salle rue du Jamet.

**21H :** Chants populaires de Corse (corsica) par le groupe "I Muvrini" organisé par l'association corsu de Nantes salle Neptune.

**21H :** "La grande parade des animaux" conférence hilarante par le professeur Bertrand aux Petits Saints.

**21H :** théâtre japonais avec Oischi Oida "Interrogations" MJEP St Naz.

### SAMEDI 1ER MARS.

**après-midi :** clowns du Prato St Sébastien.

**week-end CLAJ** chantier Barbecue et Récupération de chaleur au relais de la Mine d'Or à Pénestin (56).

**21H :** "Hamelin" création du théâtre du Galion rue du jamet.

**21H :** récital Julos Beaucarne. Maison du peuple.

**21H :** les Albatros aux Petits Saints place St Vincent.

### LUNDI 3.

**20H30 :** réunion de préparation de la journée internationale des femmes (8 mars) au Centre social de la Bottière Nantes.

**20H30 :** réunion générale des Amis de La Terre 32 quai Malakoff Nantes

**21H :** Terence Waterhouse luth et théorbe musique de la renaissance aux Petits Saints.

### MARDI 4.

**21H :** Contraception masculine réunion à l'APL.

**21H :** Salsifis Stompers Jazz aux Petits Saints.

**NON VIOLENCE POLITIQUE**

**J. Marie Muller** au collège St Dominique 103 Av de Cheverny St Herblain

### MERCREDI 5.

**20H30 :** réunion du comité de soutien à la famille Guérin expulsée de St Herblain. Même endroit que d'habitude pour tout renseignement s'adresser à l'APL.

**20H30 :** réunion collaborateurs APL

**21H :** récital Jean Noël Dupré.

La nouvelle chanson française aux Petits Saints même chose le lendemain.

**21H :** Sylvain Atrous FJT bd. Vincent Gâche chansons.

### JEUDI 6.

**14H :** AG Académique des Pions à Angers.

**20H30 :** réunion du COBOM à l'APL.

### VENREDI 7.

**21H :** concert Jacques Higelin au champ de Mars Réservations aux disques Fuzz et à la librairie 71 rue Jean Jaurès à Nantes (40F) org. fédération U.D.B. 44.

### SAMEDI 8.

**14H30 :** Journée internationale des femmes manif à Nantes.

**20H30 :** Quilapayun salle des fêtes Basse-Indre (Org. PS).

- voyage à Plogoff organisé par la coordination de Basse Loire (Contacts Librairie 71).

**SOUTIEN  
À LA  
FAMILLE  
GUERIN**

Comité de soutien à la famille Guérin expulsée de St Herblain. Afin de prendre des décisions importantes, sur la suite à donner à la poursuite de l'action vis à vis de l'avocat Chaumette, rencontre de tous ceux qui ont suivi l'action depuis 2 ans.

A 20H30 : mardi 5 mars même endroit que d'habitude. Pour tous renseignements s'adresser à l'APL.



**CORPS  
VOIX  
& MATIÈRE**

Les 8 et 9 mars, stage d'expression théâtrale : (corps, voix et matière) organisé par le théâtre Fou. Renseignements : 2 rue des Girondins à Nantes.